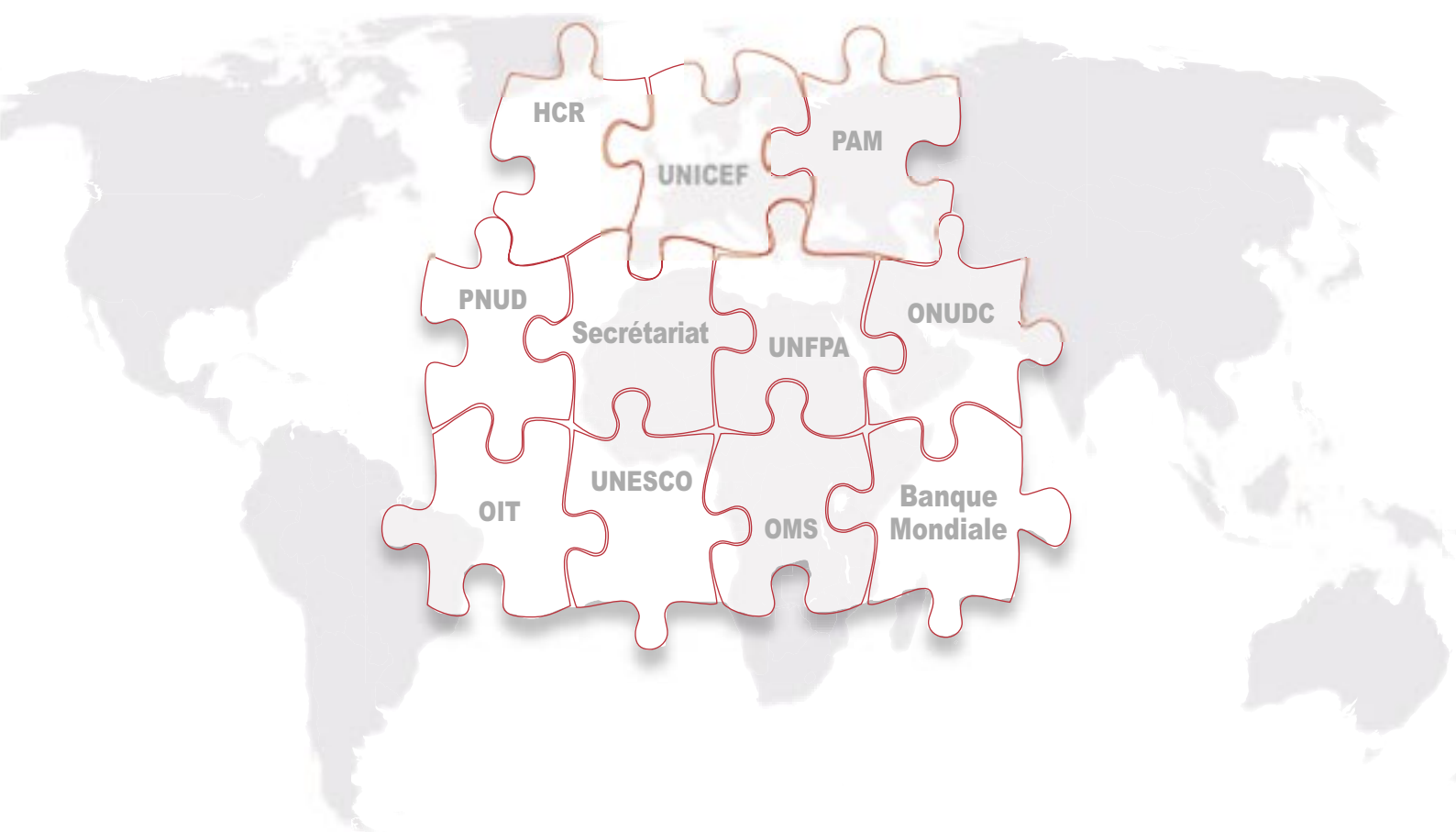


ONUSIDA

Budget-plan de travail intégré

2006-2007



Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

ONUSIDA
HCR • UNICEF • PAM • PNUD • UNFPA • ONUDC
OIT • UNESCO • OMS • BANQUE MONDIALE

ONUSIDA/05.23F (version française, December 2005)

Version originale anglaise, UNAIDS/05.23E, Octobre 2005 :

Unified budget and workplan 2006-2007

Traduction – ONUSIDA

© Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) 2005.

Tous droits de reproduction réservés. Les publications produites par l'ONUSIDA peuvent être obtenues auprès du Centre d'information de l'ONUSIDA. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de traduction des publications de l'ONUSIDA – qu'elles concernent la vente ou une distribution non commerciale – doivent être adressées au Centre d'Information à l'adresse ci-dessous ou par fax, au numéro +41 22 791 4187 ou par courriel : publicationpermissions@unaids.org.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent

de la part de l'ONUSIDA aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La mention de firmes et de produits commerciaux n'implique pas que ces firmes et produits commerciaux sont agréés ou recommandés par l'ONUSIDA, de préférence à d'autres. Sauf erreur ou omission, une majuscule initiale indique qu'il s'agit d'un nom déposé.

L'ONUSIDA ne garantit pas que l'information contenue dans la présente publication est complète et correcte et ne pourra être tenu pour responsable des dommages éventuels résultant de son utilisation.

Catalogage à la source : Bibliothèque de l'OMS

ONUSIDA.

Budget-plan de travail intégré 2006-2007 / ONUSIDA.

"ONUSIDA/05.23F".

1. Infection à VIH - prévention et contrôle. 2. SIDA - prévention et contrôle. 3. Budget. 4. ONUSIDA. I. Titre.

ISBN 92 9 173454 3

(Classification NLM: WC 503.6)

ONUSIDA – 20 avenue Appia – 1211 Genève 27 – Suisse
Téléphone : (+41) 22 791 36 66 – Fax : (+41) 22 791 41 87
Courrier électronique : unaids@unaids.org – Internet : <http://www.unaids.org>

ONUSIDA

Budget-plan de travail intégré

2006-2007



Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

ONUSIDA

HCR • UNICEF • PAM • PNUD • UNFPA • ONUDC
OIT • UNESCO • OMS • BANQUE MONDIALE

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	4
Résumé	5
I. Introduction et vue d'ensemble	7
1. Introduction	7
2. Vue d'ensemble	10
II. Plan de travail intégré par résultat principal	14
1. Coordination du système des Nations Unies	15
2. Droits de l'homme	16
3. Leadership et plaidoyer	17
4. Partenariats	18
5. Capacité des pays – les « trois principes »	19
6. Programmes de prévention du VIH	20
7. Les femmes et les jeunes filles	22
8. Les enfants affectés par le VIH et le SIDA	23
9. Programmes de lutte contre la vulnérabilité au VIH	24
10. Systèmes de santé pour le traitement du VIH et du SIDA	25
11. Prise en charge familiale et communautaire	27
12. Action nationale pour l'atténuation de l'impact	28
13. Le SIDA dans les régions affectées par des conflits et des catastrophes	29
14. Information stratégique, recherche et notification	30
15. Mobilisation des ressources, suivi et estimation des besoins	31
16. Ressources humaines et techniques	32
III. Plans de travail – Coparrainants, Secrétariat et activités interinstitutions	34
1. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)	36
2. Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)	37
3. Programme alimentaire mondial (PAM)	38
4. Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	39
5. Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)	41
6. Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC)	42
7. Organisation internationale du Travail (OIT)	43
8. Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO)	45
9. Organisation mondiale de la Santé (OMS)	46
10. Banque mondiale	48
11. Secrétariat de l'ONUSIDA	50
12. Activités interinstitutions	52
IV. Suivi de la performance	55
V. Notes techniques	56
Annexe – Comparaison du budget de base entre les exercices biennaux	57

AVANT-PROPOS

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA est né de l'idée que le système des Nations Unies serait plus efficace pour combattre les défis exceptionnels que le SIDA pose si ses organismes constitutifs travaillaient ensemble de manière plus cohérente et mieux coordonnée.

Le Budget-Plan de travail intégré a été un élément déterminant pour faire évoluer l'ONUSIDA en direction de cette perspective. Il fournit en effet un cadre global couvrant l'éventail complet des actions entreprises pour lutter contre le SIDA par les coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA mais qui reste suffisamment souple pour réagir à une épidémie qui ne cesse d'évoluer. Le Budget-plan de travail intégré expose les engagements spécifiques de chaque partie prenante au Programme commun, y compris les résultats que les coparrainants et le Secrétariat chercheront à atteindre, et les besoins correspondants en ressources.

Lors de sa dix-septième réunion qui s'est tenue à Genève du 27 au 29 juin 2005, le Conseil de Coordination du Programme a étudié la proposition de Budget-plan de travail (BPTI) de l'ONUSIDA pour 2006 – 2007 tel que présentée dans ce document. Par ses décisions 9.11 et 9.12, le Conseil a avalisé « les stratégies et les approches contenues dans le BPTI pour 2006-2007, en particulier ses efforts visant à permettre aux pays d'élargir et d'intensifier leur riposte nationale contre l'épidémie ». Il a également approuvé « le budget de base de US\$ 320,5 millions ». En outre, conscient du fait que le Budget-plan de travail ne peut être appliqué que si des contributions volontaires suffisantes sont mises à disposition, le Conseil a reconnu « que l'approbation de ce BPTI implique pour tous les pays la responsabilité morale de le financer pleinement, conformément au principe du partage de l'effort ».

J'espère que le fait de mettre le Budget-plan de travail à l'entière disposition des coparrainants, des groupes thématiques des Nations Unies et des partenaires au niveau mondial, au plan régional et à l'échelon des pays contribuera davantage à favoriser une plus grande cohérence et une meilleure efficacité de la riposte des Nations Unies contre le SIDA. Je crois que nous sommes aujourd'hui mieux équipés que jamais pour assumer notre part de l'effort, collectivement au sein d'un Programme commun et individuellement en tant qu'organismes coparrainants.

Dr. Peter Piot
Directeur exécutif de l'ONUSIDA

1^{er} novembre 2005

Genève, Suisse

Résumé

Le Budget-plan de travail intégré (« BPTI ») de l'ONUSIDA pour 2006-2007 est représentatif de la réforme en action des Nations Unies en ceci qu'il rassemble au sein d'un cadre stratégique biennal unique les actions coordonnées de lutte contre le SIDA de 10 organismes du système des Nations Unies et du Secrétariat de l'ONUSIDA. Il vise à catalyser une riposte exceptionnelle et accélérée contre l'épidémie mondiale de SIDA.

Le plan de travail intégré pour 2006-2007 est mis en place à un moment pivot de la riposte mondiale contre le SIDA. L'impact dévastateur de l'épidémie sur les pays les plus durement touchés devient plus aigu et celle-ci continue de se propager et se développe de manière très préoccupante dans certains des pays les plus peuplés de la planète. Parallèlement, le monde a pris davantage conscience de l'impact catastrophique du SIDA et il existe des opportunités sans précédent pour renforcer et accélérer la lutte contre cette pandémie. Nous pouvons désormais utiliser des ressources substantielles mises à disposition par les donateurs. Dans de telles conditions, les fonctions uniques de coordonnateur et de catalyseur de l'ONUSIDA n'ont jamais été plus fondamentales. Ce budget-plan de travail intégré a pour objectif de faire face à cette situation et de transformer les décisions du Conseil de Coordination du Programme (CCP) de l'ONUSIDA en actions sur le terrain.

Le plan de travail intégré pour 2006-2007 est axé sur les considérations stratégiques suivantes :

- appuyer la réalisation de la *Déclaration d'engagement* sur le VIH/SIDA des Nations Unies et les Objectifs de développement pour le Millénaire,
- obtenir des ressources complémentaires pour la riposte contre le SIDA venant de sources nationales et internationales,
- apporter un appui efficace et en temps voulu aux pays pour élargir et intensifier leur riposte nationale,
- faire disparaître les obstacles à une action efficace (pour une « utilisation optimale des fonds mis à disposition ») grâce à une amélioration de la coordination entre donateurs, répondre aux demandes d'appui technique et renforcer les capacités en ressources humaines dans les pays,
- promouvoir une appropriation, une harmonisation et une responsabilisation au niveau des pays en mettant en œuvre la stratégie des « trois principes » pour améliorer l'efficacité et la coordination stratégiques,
- appuyer les principales initiatives mondiales, y compris les initiatives de financement multilatérales, et les efforts visant à élargir l'accès aux traitements antirétroviraux et à redynamiser les actions de prévention à travers le monde,
- s'attaquer aux domaines dans lesquels des insuffisances persistent au niveau de la riposte, tels que la stigmatisation et la discrimination, les droits de la personne et les groupes de population délaissés – consommateurs de drogues injectables, professionnel(le)s du sexe, hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, femmes et jeunes filles, personnels en uniforme, et
- garantir la cohérence stratégique des travaux des coparrainants et du Secrétariat, et du système des Nations Unies considéré dans son ensemble.

Le financement du BPTI provient de sources différentes. Il inclut un budget « de base » ainsi que des budgets supplémentaires et les ressources propres des coparrainants. La composante « de base » du BPTI s'élève à US\$ 320,5 millions pour l'exercice biennal 2006-2007, ce qui correspond à

une augmentation de 28 % par rapport au budget de la période 2004-2005. Cela inclut US\$ 120,7 millions à partager entre 10 organismes coparrainants, US\$ 115,4 millions destinés au Secrétariat de l'ONUSIDA et US\$ 84,4 millions pour les activités interinstitutions. Outre les US\$ 320,5 millions du

budget de base, le budget supplémentaire des coparrainants et du Secrétariat totalise US\$ 283,1 millions et les ressources propres des coparrainants représentent US\$ 193,7 millions. Ces chiffres correspondent à des augmentations substantielles des fonds alloués à la lutte contre le SIDA par les coparrainants sur leurs budgets propres. Le BPTI soutient également des projets de lutte contre le SIDA mis en œuvre à l'échelon des pays par les organismes coparrainants pour US\$ 1 771,2 millions mais non financés par le budget intégré. L'augmentation des budgets de base et supplémentaires et des ressources propres des coparrainants alloués à la riposte suit la tendance haussière des budgets de l'ONUSIDA constatée d'exercice biennal en exercice biennal et représente une partie essentielle de la riposte de la communauté internationale contre l'épidémie de SIDA.

Comparé aux budgets-plans de travail des exercices biennaux précédents, le BPTI pour 2006-2007 a une orientation axée sur les résultats simplifiée et renforcée afin de fournir une plate-forme plus efficace pour une gestion, une information et une responsabilisation axées sur les résultats. En recensant les défis et les opportunités stratégiques clés de la riposte mondiale, le plan de travail intégré clarifie les contributions spécifiques de chaque organisme coparrainant et du Secrétariat. Il en résulte l'établissement d'un plan stratégique coordonné visant à maximiser l'efficacité. Pour permettre à l'ONUSIDA et au CCP de disposer d'un outil objectif pour suivre les réalisations du Programme, des indicateurs ont été présentés pour la première fois au niveau de chacun des 16 résultats principaux convenus pour le Programme commun considéré dans son ensemble.

Géré par le Directeur exécutif de l'ONUSIDA, le Fonds de l'ONUSIDA fournit des ressources pour le budget de base des coparrainants, du Secrétariat et des activités interinstitutions ainsi que pour les budgets supplémentaires du Secrétariat et des activités interinstitutions. Le Fonds est entièrement constitué de contributions volontaires des donateurs. Les organismes coparrainants financent également la lutte contre le SIDA grâce à leurs propres mécanismes budgétaires et de planification. Les donateurs sont vivement encouragés à apporter des contributions non affectées au Fonds de l'ONUSIDA pour lui permettre de mettre en œuvre pleinement l'ensemble coordonné d'actions recensées dans le plan de travail intégré, tel qu'approuvé par le CCP de l'ONUSIDA.

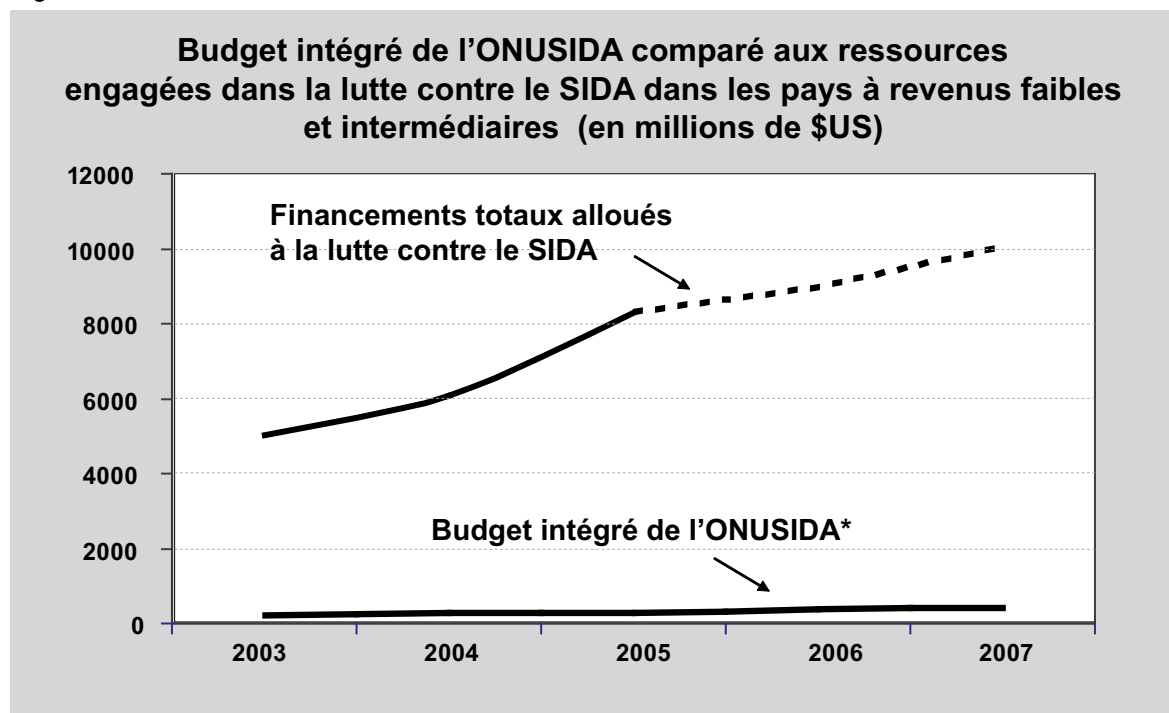
I. Introduction et vue d'ensemble

1. Introduction

Le Budget-plan de travail intégré (« BPTI ») pour 2006-2007 du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) est représentatif de la réforme en action des Nations Unies en ceci qu'il rassemble au sein d'un cadre stratégique biennal unique les actions coordonnées de lutte contre le VIH et le SIDA de 10 organismes du système des Nations Unies – le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et la Banque mondiale – et du Secrétariat de l'ONUSIDA. Le plan de travail intégré vise à maximiser l'efficacité et la coordination stratégiques de l'ONUSIDA et à catalyser une riposte exceptionnelle et accélérée contre la pandémie de SIDA.

Le plan de travail intégré pour 2006-2007 est mis en place à un moment pivot de la riposte mondiale contre le SIDA. L'impact dévastateur de l'épidémie sur les pays les plus durement touchés devient plus aigu. Les programmes de prévention touchent actuellement moins d'une personne confrontée à un risque d'infection sur cinq et 12 % seulement des personnes séropositives au VIH vivant dans des pays à revenus faibles et intermédiaires et nécessitant un traitement antirétroviral recevaient celui-ci en décembre 2004. Pour aggraver la situation, l'épidémie continue de se propager et se développe de manière très préoccupante dans certains des pays les plus peuplés de la planète. Cette évolution menace la capacité de la communauté mondiale à atteindre les Objectifs de développement pour le Millénaire qui prévoient une réduction durable de la pauvreté mondiale et des maux qui lui sont associés.

Figure 1.



* Le budget intégré de l'ONUSIDA inclut le budget de base, les budgets supplémentaires et les ressources propres des organismes. Il n'inclut pas le montant estimé des dépenses engagées par les coparrainants à l'échelon des pays.

Parallèlement, il existe des opportunités sans précédent pour renforcer et accélérer la lutte contre l'épidémie. Les ressources et l'engagement politique se sont accrus de manière substantielle. L'ONUSIDA estime que les dépenses (toutes origines confondues) allouées aux programmes contre le SIDA dans 135 pays à revenus faibles et intermédiaires atteindront US\$ 8,3 milliards en 2005. De même, les pays lourdement affectés disposent pratiquement tous maintenant de stratégies nationales de lutte contre le SIDA et le consensus mondial en faveur de la stratégie des « trois principes »¹ offre la perspective d'une harmonisation et d'une coordination substantiellement renforcées des actions programmatiques de tous les acteurs au niveau des pays.

Les fonctions de coordonnateur et de catalyseur de l'ONUSIDA n'ont jamais été plus fondamentales qu'aujourd'hui. Cela impose au Secrétariat une responsabilité spéciale. Dans la mesure où les pays cherchent dans toutes les régions à élargir et à intensifier de toute urgence des stratégies éprouvées de lutte contre le SIDA, les demandes d'appui technique et d'orientation faites au Programme commun continuent de se multiplier. Pour pouvoir répondre efficacement à cette demande, l'ONUSIDA a non seulement besoin de ressources suffisantes mais également d'une stratégie commune – une feuille de route – recensant clairement les rôles et les contributions à l'effort commun de chacune des parties prenantes du Programme. C'est précisément là l'objectif du BPTI pour 2006-2007.

L'élaboration de ce BPTI a débuté au milieu de l'année 2004 et pris pour point de départ les décisions du Conseil de Coordination du Programme (CCP). Ce dernier a en particulier « encouragé l'ONUSIDA à intégrer davantage un cadre de gestion axé sur les résultats dans le prochain budget-plan de travail, et à relier explicitement les résultats souhaités aux avantages comparatifs des coparrainants ». Cette recommandation a été appliquée en créant un budget-plan de travail axé sur les résultats qui puisse servir d'outil de gestion stratégique incluant des « résultats principaux » globaux pour le Programme commun et des « résultats clés » pour les coparrainants et le Secrétariat, ainsi qu'un ensemble limité d'indicateurs de réalisation pour chacun et explicitant les liens entre eux. En réponse à la demande du CCP de focaliser l'action sur les femmes et les jeunes filles ainsi que sur une stratégie axée sur les droits, des résultats principaux spécifiques ont été recensés pour les questions concernant les femmes, les jeunes filles, les droits de la personne et le SIDA. Pour expliquer plus clairement comment le plan de travail contribue à atteindre l'objectif primordial de réduction de la pauvreté, les liens entre le Plan de travail intégré et les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté et le Cadre d'aide au développement des Nations Unies sont clairement énoncés.

Les coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA ont initié un processus intensif pour recenser les défis et les opportunités stratégiques clés de la riposte mondiale, pour mettre en évidence les réalisations du Programme commun ainsi que les domaines susceptibles d'être améliorés, pour recenser la valeur ajoutée spécifique de chaque partenaire du Programme au stade actuel de l'épidémie et pour élaborer un plan stratégique afin de maximiser la coordination et l'efficacité de l'ONUSIDA. Lors de l'élaboration du plan de travail intégré, l'accent a davantage été mis sur le principe de l'examen par les pairs, encourageant une analyse franche et basée sur le concret des missions, des rôles, des capacités et des résultats de chacun des membres de la famille de l'ONUSIDA. Des consultations mondiales et régionales ont été réalisées par le Programme pour fournir des informations sur l'élaboration du BPTI, impliquant des membres de la famille de l'ONUSIDA et des partenaires extérieurs. Les organismes coordonnateurs dans des domaines thématiques clés ont fourni des analyses sur les priorités thématiques fixées pour 2006-2007.

¹ Un cadre convenu d'action contre le VIH/SIDA qui fournit les bases de la coordination du travail de tous les partenaires, une autorité de coordination nationale de la lutte contre le SIDA – dotée d'une mission multisectorielle de large envergure – et un système convenu d'évaluation et de suivi à l'échelon des pays .

À l'issue de consultations, un accord a été atteint sur un ensemble de 16 résultats principaux pour le Programme commun considéré globalement. Les résultats principaux eux-mêmes sont tirés des objectifs de la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA (Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA de 2001) et contribuent à la réalisation de ceux-ci. 49 résultats clés ont également été recensés pour le Secrétariat et les coparrainants, lesquels contribuent à la réalisation des résultats principaux. Après cela, des allocations budgétaires ont été décidées au profit du Secrétariat et des coparrainants pour chacun de ces résultats clés. Lors d'une réunion qui s'est tenue à Moscou en avril 2005, le Comité des organismes coparrainants de l'ONUSIDA a avalisé le projet de budget-plan de travail intégré pour 2006-2007.

Comparé aux budgets des exercices biennaux précédents, le BPTI pour 2006-2007 se distingue par une *orientation axée sur les résultats renforcée*. L'objectif est de fournir une plate-forme plus efficace pour une gestion, une information et une responsabilisation axées sur les résultats. Cela est possible grâce à une simplification, une rationalisation, une meilleure définition des rôles et des résultats, et un alignement plus serré du plan de travail intégré et des propres cadres d'information et de planification en matière de lutte contre le SIDA des coparrainants. Le nouveau plan de travail intégré est également doté d'une *structure plus simple et plus rationalisée* que les budgets des exercices biennaux précédents du Programme commun. Le nombre de résultats clés a été réduit de 90 % et ramené de 487 en 2004-2005 à 49 pour 2006-2007.

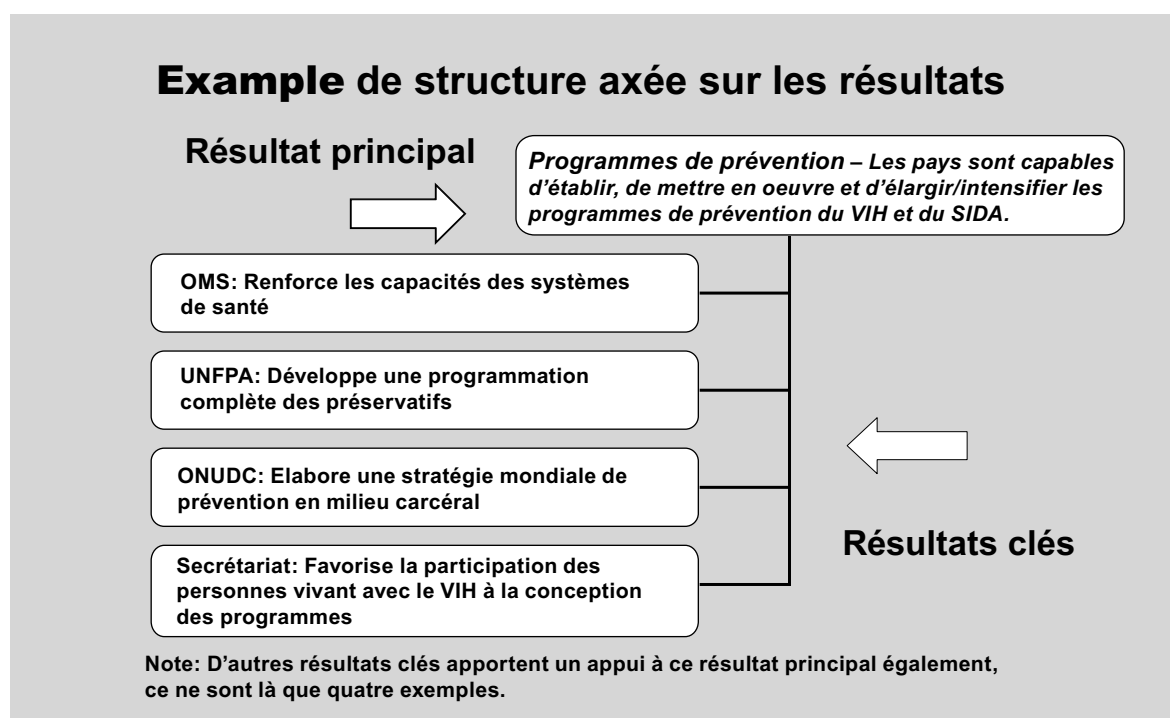


Figure 2.

Au sein du plan de travail intégré, chacun des 49 résultats clés des coparrainants ou du Secrétariat viennent à l'appui d'un ou de plusieurs résultats principaux. Le graphique ci-dessus illustre cette relation en montrant quatre des résultats clés appuyant un résultat principal sur les programmes de prévention.

Les indicateurs de réalisation qui sont présentés pour la première fois pour l'ONUSIDA considéré dans son ensemble au niveau de chacun des 16 résultats principaux apparaissent particulièrement importants. En outre, des indicateurs de réalisation ont été recensés pour chacun des résultats clés des coparrainants et du Secrétariat.

Le budget interinstitutions *de base complémentaire* a été supprimé, ce qui permet une présentation plus directe des financements, et les activités prévues pour le Secrétariat, chaque coparrainant et au niveau interinstitutions sont présentées soit dans le budget de base soit dans les budgets supplémentaires. Il existe trois composantes budgétaires pour chaque résultat : le budget de base de l'ONUSIDA, les ressources propres des organismes et le budget *supplémentaire* (ou ressources *supplémentaires*). Des informations sont présentées sur ce qui sera réalisé grâce au financement des budgets supplémentaires pour les résultats clés.

Ce document présente le BPTI sous trois angles.

- Une vue d'ensemble des priorités stratégiques reflétées par le plan de travail et les allocations budgétaires de l'ONUSIDA pour 2006-2007 (Section I, Partie 2).
- Le plan de travail de l'ONUSIDA pour 2006-2007 pour chacun des *16 résultats principaux* que le Programme commun entend atteindre dans le cadre du nouveau BPTI (Section II).
- Un résumé du *plan de travail de chaque coparrainant et du Secrétariat de l'ONUSIDA*, et une description des activités interinstitutions transversales planifiées pour le prochain exercice biennal (Section III).

Le document contient également une description des plans pour le suivi des avancées du Programme commun dans la réalisation des résultats projetés pour 2006-2007 en mettant particulièrement l'accent sur les résultats dans des domaines thématiques clés (Section IV). Une annexe fournit des informations complémentaires sur les 49 résultats clés visés par le plan de travail intégré 2006-2007 pour chaque coparrainant, le Secrétariat et les activités interinstitutions (Annexe 1).

2. Vue d'ensemble

L'ONUSIDA a orienté le plan de travail intégré pour 2006-2007 autour des *considérations stratégiques* suivantes.

- La *Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA*. L'ONUSIDA oriente ses efforts afin de contribuer à garantir que tous les pays soient capables d'atteindre les engagements convenus de manière unanime lors de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA de 2001. Le Programme commun aura de même pour but de faire progresser les avancées en direction des Objectifs de développement pour le Millénaire, en les consolidant d'ici à 2010.
- *Obtenir des ressources complémentaires* pour la riposte contre le SIDA d'acteurs nationaux et internationaux demeure une priorité de premier plan. Estimer le niveau des ressources nécessaires pour mettre en place une riposte complète est un aspect fondamental du processus de mobilisation des ressources. L'ONUSIDA conduira les efforts pour garantir plus de précision et de cohérence dans l'estimation des besoins de ressources, y compris le développement des capacités à l'échelon des pays. Le Secrétariat consacrera en particulier une attention très importante à faciliter ce processus.
- *Se focaliser sur l'appui aux pays*. Ce plan de travail intégré représente un nouveau renforcement de la priorité des efforts de l'ONUSIDA pour fournir un appui aux pays afin d'élargir et d'intensifier leur riposte nationale.
- « *Utilisation optimale des fonds mis à disposition* ». Des financements internationaux de grande ampleur ont été mis à la disposition des pays pour lutter contre le SIDA par le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, la Banque mondiale et des donateurs bilatéraux. Il existe cependant des obstacles majeurs qui empêchent d'utiliser ces fonds de

manière efficace. Ceux-ci incluent des contraintes liées aux politiques macroéconomiques, une coordination inappropriée parmi les donateurs, des demandes non satisfaites d'appui technique et des capacités humaines insuffisantes ou appauvries. Les travaux envisagés pour le prochain exercice biennal sont axés sur la réponse à ces besoins essentiels.

- *Appropriation, harmonisation et responsabilisation à l'échelon des pays : les « trois principes ».* Le plan de travail reconnaît qu'il est impératif de promouvoir et d'appuyer le respect des « trois principes » pour améliorer l'efficacité et la coordination stratégiques des différentes parties prenantes à l'échelon des pays. Il est essentiel que l'on parvienne à une « utilisation optimale des fonds mis à disposition ».
- *Grandes initiatives mondiales.* Le plan de travail tient compte des développements clés de la riposte mondiale, y compris les initiatives de financement multilatérales telles que le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, le Programme plurinational de lutte contre le SIDA de la Banque mondiale et les efforts visant à élargir l'accès aux traitements antirétroviraux, à redynamiser et à accélérer les activités de prévention à travers le monde.
- *Résorber les insuffisances.* Le plan de travail met l'accent sur la nécessité de renforcer les actions dans des domaines dans lesquels des insuffisances subsistent, tels que la stigmatisation et la discrimination, les droits de la personne et le SIDA, ou auprès des groupes de population délaissés, tels que les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les professionnel(le)s du sexe, les consommateurs de drogues injectables, les personnels en uniforme et les femmes et les jeunes filles.
- *Cohérence stratégique.* Des actions des coparrainants et du Secrétariat plus ciblées, complémentaires et bien coordonnées sont mises en place, en fonction des avantages comparatifs de chacun. De même, les liens ont été renforcés entre le plan de travail intégré de l'ONUSIDA et les stratégies/les plans des pays, les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, les plans d'actions de l'ensemble du système des Nations Unies et les cadres d'aide au développement des Nations Unies.

La composante « de base » du budget intégré pour 2006-2007 s'élève à US\$ 320,5 millions, ce qui correspond à une augmentation de 28 % par rapport à son niveau de l'exercice biennal 2004-2005. Cela inclut un montant de US\$ 120,7 millions à partager entre les 10 coparrainants, US\$ 115,4 millions pour le Secrétariat et US\$ 84,4 millions pour les activités interinstitutions. Il a été prévu de n'accroître que faiblement le montant alloué aux activités interinstitutions dans la mesure où d'importantes augmentations ont déjà été réalisées dans le budget intégré 2004-2005 et où des activités ont désormais été intégrées, pour un certain nombre d'entre elles, au cœur des travaux des coparrainants et du Secrétariat.

Les ressources complémentaires sont consacrées à un renforcement de l'action afin d'obtenir des résultats à l'échelon des pays. Cela inclut un élargissement de l'accès aux médicaments antirétroviraux, une intensification des efforts pour mettre en œuvre la stratégie mondiale de prévention du VIH, la fourniture d'une aide technique essentielle pour aider à débloquer des ressources à l'échelon des pays, une réduction de tout ce qui fait double emploi et de la concurrence inutile entre les différents acteurs au niveau des pays, et le renforcement de l'action dans les domaines dans lesquels des insuffisances subsistent ou délaissés, tels que la stigmatisation, la discrimination et les droits de la personne ou auprès de groupes de population spécifiques tels que les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les professionnel(le)s du sexe, les consommateurs de drogues injectables, et les femmes et les jeunes filles. L'augmentation des budgets de base et supplémentaires et des ressources propres des coparrainants alloués à la lutte contre le SIDA suit la tendance haussière des budgets de l'ONUSIDA constatée d'exercice biennal en exercice biennal et représente une part modeste mais essentielle de la riposte de la communauté internationale contre l'épidémie de SIDA.

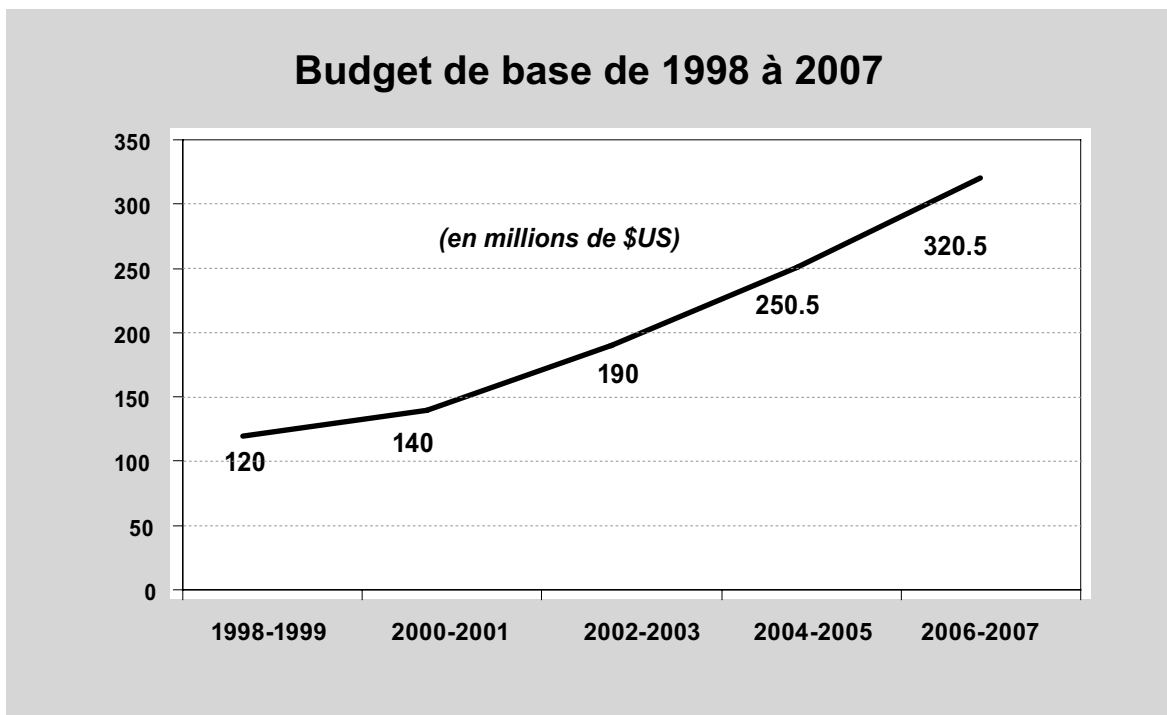


Figure 3

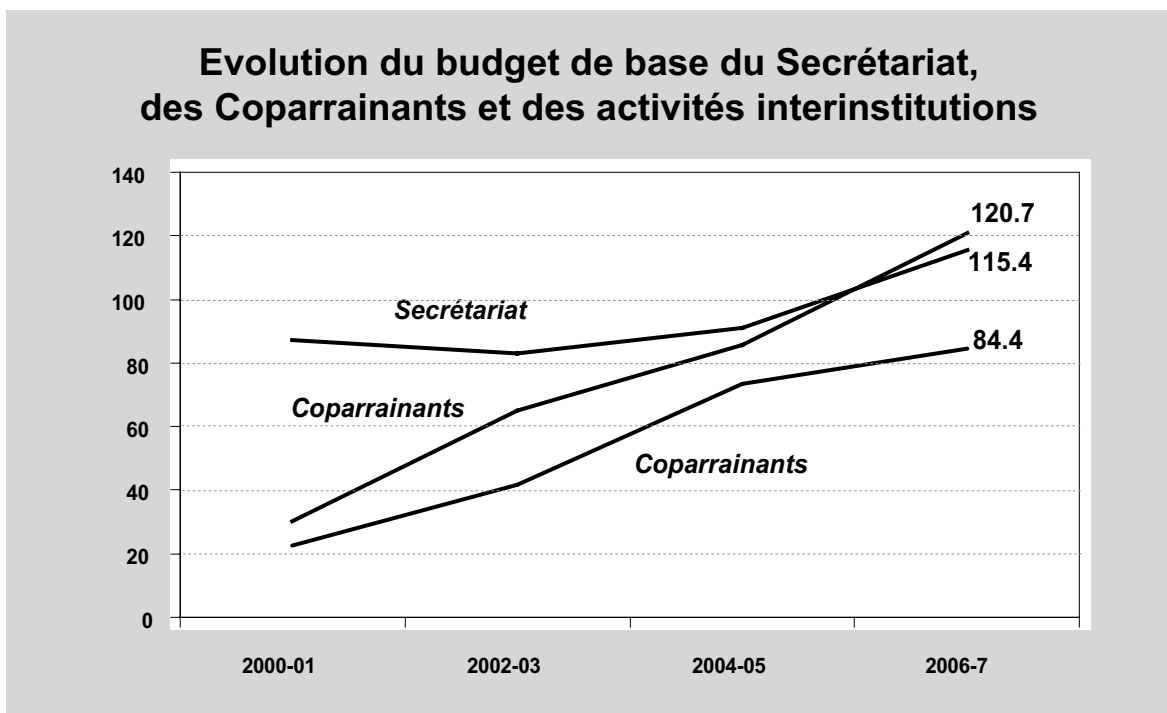


Figure 4.

Le budget intégré global inclut non seulement le budget « de base » mais également les ressources propres mondiales et régionales des coparrainants et les budgets supplémentaires. Le Tableau 1 présente une vue d'ensemble du budget intégré ainsi que des informations sur les dépenses que les coparrainants prévoient d'engager pour lutter contre le SIDA à l'échelon des pays en 2006-2007. L'important est que la proposition de budget reflète des augmentations substantielles des fonds alloués à la riposte contre le SIDA au niveau des budgets de fonctionnement et supplémentaires propres des coparrainants.

Tableau 1 : Répartition du budget de base, des budgets supplémentaires et des ressources propres des coparrainants par organisme (en milliers de dollars des États-Unis)²

Organisme	Budget de base (a)	Budgets supplémentaires (b)	Ressources mondiales/régionales des coparrainants (c)	Budget intégré total (a+b+c)	Ressources à l'échelon des pays des organismes coparrainants	Total général
HCR	3 400	750	9 050	13 200	26 800	40 000
UNICEF	19 800	49 000	21 000	89 800	372 200	462 000
PAM	4 000	1 100	15 524	20 624	200 000	220 624
PNUD	12 760	15 640	32 000	60 400	24 400	84 400
UNFPA	17 200	38 000	26 000	81 200	80 000	161 200
ONUDC	8 500	16 000	9 000	33 500	30 000	63 500
OIT	8 500	18 500	11 500	38 500	18 000	56 500
UNESCO	9 600	10 100	10 000	29 700	28 500	58 200
OMS	25 500	70 500	30 880	126 880	212 000	338 880
Banque mondiale	11 410	17 315	28 707	57 432	779 283	836 715
Secrétariat	115 400	25 000	n/d	140 400	n/d	140 400
Interinstitutions	84 400	21 200	n/d	105 600	n/d	105 600
Total	320 470	283 105	193 661	797 236	1 771 183	2 568 419

Le financement du budget intégré provient de sources différentes. Géré par le Directeur exécutif de l'ONUSIDA, le Fonds de l'ONUSIDA fournit des ressources pour le budget de base des coparrainants, du Secrétariat et des activités interinstitutions ainsi que pour les budgets supplémentaires du Secrétariat et des activités interinstitutions. Les organismes coparrainants financent également la lutte contre le SIDA via leurs propres mécanismes budgétaires et de planification. Cela inclut les ressources mondiales et régionales des coparrainants, leurs ressources « supplémentaires » et leurs ressources à l'échelon des pays. Les ressources mondiales et régionales des coparrainants proviennent du budget normal de fonctionnement des organismes, les ressources supplémentaires sont financées par des contributions volontaires mobilisées par l'organisme concerné et canalisés via ses propres mécanismes budgétaires. Les ressources à l'échelon des pays des coparrainants, qui sont officiellement considérées comme ne faisant pas partie du budget intégré, sont financées à la fois par le budget de fonctionnement normal et par des contributions volontaires, en fonction de la nature et des pratiques de l'organisme concerné. Les ressources du Fonds de l'ONUSIDA proviennent entièrement de contributions volontaires de donateurs (y compris d'un coparrainant). Les donations faites au Fonds sont utilisées en priorité pour financer le budget de base. Dans le cas où des fonds seraient mis à disposition pendant l'exercice biennal pour des montants dépassant les besoins du budget de base, l'excédent de capitaux sera affecté par le Directeur exécutif au budget supplémentaire pour financer les actions mentionnées dans le plan de travail intégré. Les donateurs sont vivement encouragés à apporter des contributions non affectées au Fonds de l'ONUSIDA pour lui permettre de mettre en œuvre pleinement l'ensemble coordonné d'actions recensées dans le plan de travail intégré, tel qu'approuvé par le CCP.

² Les montants du « budget de base » alloués au Secrétariat et aux activités interinstitutions représentent ensemble près de US\$ 200 millions. 60 % environ de ce montant sont affectés à des activités dans les pays.

II. Plan de travail intégré par résultat principal

L'ONUSIDA a recensé un ensemble de 16 résultats principaux qui sont représentatifs de l'impact collectif anticipé du Programme commun dans la riposte contre le SIDA. Les résultats principaux (« RP ») sont tirés – et représentatifs – de la contribution du Programme commun à la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA de 2001. Cette section résume les objectifs stratégiques du Programme commun et le plan de travail collectif pour chacun des 16 résultats principaux de l'ONUSIDA, et recense les indicateurs qui seront utilisés par le Programme commun pour évaluer les avancées en direction de la réalisation de chacun des résultats principaux³.

Budget de base, budgets supplémentaires et ressources propres des organismes coparrainants par résultat principal⁴ (en milliers de dollars des États-Unis)

Résultats principaux	Budget de base	Budgets supplémentaires	Ressources propres	Total
1. Coordination du système des Nations Unies	33 275	9 668	480	43 423
2. Droits de l'homme	10 574	5 310	3 447	19 331
3. Leadership et plaidoyer	39 475	9 248	6 998	55 721
4. Partenariats	15 778	13 335	9 526	38 639
5. Capacités des pays – les « trois principes »	44 544	19 952	15 208	79 704
6. Programmes de prévention du VIH	31 083	63 313	41 699	136 159
7. Les femmes et les adolescentes	11 276	19 645	10 965	41 886
8. Les enfants affectés par le VIH et le SIDA	5742	14 210	6 090	26 042
9. Programmes de lutte contre la vulnérabilité au VIH	8796	11 620	15 247	35 662
10. Systèmes de santé pour le traitement du VIH et du SIDA	18 452	42 746	31 011	92 337
11. Prise en charge familiale et communautaire	4279	8 831	7 049	20 160
12. Action nationale pour l'atténuation de l'impact	5415	10 220	9 042	24 677
13. Le SIDA dans les régions affectées par les conflits et les catastrophes	3655	4 442	10 429	18 525
14. Information stratégique, recherche et notification	40 835	22 399	7 900	70 943
15. Mobilisation des ressources, suivi et estimation des besoins	17 896	14 971	11 190	44 058
16. Ressources humaines et techniques	29 395	13 195	7 380	49 969
Total	320 470	283 105	193 661	797 236

³ Pour mettre en perspective les priorités budgétaires entre les exercices biennaux, la fin de ce document, dans l'annexe, présente un tableau comparant les budgets de base 2006-2007 et 2004-2005.

⁴ La répartition des ressources indiquée dans ce tableau correspond à une estimation basée sur les budgets alloués par les coparrainants et le Secrétariat pour atteindre les résultats clés et leurs principaux liens aux résultats principaux convenus pour le Programme commun.

1. Coordination du système des Nations Unies

Résultat principal : L'ONUSIDA promouvra et facilitera de manière active une *action efficace, cohérente et coordonnée des Nations Unies, avec un positionnement stratégique plus fort, un renforcement des capacités et une responsabilisation accrue pour appuyer la lutte contre le SIDA à tous les niveaux.*

Indicateurs de réalisation

1. Augmentation des ressources humaines et financières des Nations Unies allouées à la lutte contre le SIDA.
2. Augmentation du nombre d'estimations ou d'évaluations communes des Nations Unies à l'échelon des pays.
3. Augmentation du nombre de plans d'appui à la mise en œuvre de la lutte contre le SIDA des Nations Unies à l'échelon des pays et des opérations communes de programmation en cours avec des notifications fiables.

Une coordination efficiente est le pivot de l'efficacité du Programme commun dans ses nombreuses activités stratégiques dans la mesure où c'est une condition préalable à la réalisation des résultats principaux en 2006-2007. En tant que leader mondial incontesté, l'ONUSIDA joue un rôle essentiel pour aider à aiguiller la multitude d'efforts des différents partenaires – tant au sein qu'en dehors des Nations Unies – vers une action commune cohérente et la plus stratégique possible pour lutter contre le SIDA et pour aider à harmoniser l'action dans la ligne des « trois principes ».

L'ONUSIDA mettra en œuvre les actions suivantes pour atteindre ce résultat principal.

- Jouer un rôle de leader dans la définition du calendrier mondial de lutte contre le SIDA et galvaniser l'engagement politique à tous les niveaux pour mettre en œuvre des activités multisectorielles et participatives qui puissent répondre à l'évolution de l'épidémie (Secrétariat).
- Améliorer la coordination et l'efficacité stratégiques du système des Nations Unies par le biais d'un fonctionnement efficace des Groupes thématiques sur le VIH/SIDA facilité par les Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans le(s) pays (Interinstitutions, Secrétariat) et du leadership du système du Coordonnateur résident dans le domaine de la lutte contre le SIDA (PNUD).
- Dans certaines sous-régions spécifiques, renforcer l'action coordonnée ou commune de la famille de l'ONUSIDA et d'autres partenaires pour s'attaquer aux problèmes critiques afin de catalyser un appui efficace pour les pays (Interinstitutions).
- Coordonner la riposte des Nations Unies contre le SIDA par le biais du cadre stratégique de lutte contre le SIDA du système des Nations Unies (Secrétariat).
- Renforcement des capacités du personnel du système des Nations Unies à riposter contre l'épidémie de SIDA aux niveaux individuel, professionnel et organisationnel (Interinstitutions).

Les fonds alloués aux actions de l'ONUSIDA pour atteindre ce résultat principal représentent US\$ 33,3 millions (budget de base), US\$ 9,7 millions (budget supplémentaire) et US\$ 0,5 million (ressources propres des coparrainants allouées à ce domaine d'activité).

2. Droits de l'homme

Résultat principal : L'ONUSIDA intensifiera ses efforts pour s'assurer que les *pays adoptent et mettent en œuvre des lois, réglementations et politiques pour lutter contre la stigmatisation et la discrimination, et pour promouvoir le respect des droits de la personne et des libertés fondamentales des personnes vivant avec le VIH et des membres des groupes vulnérables.*

Indicateurs de réalisation

1. Augmentation du nombre de pays qui déclarent adopter des lois et des réglementations qui protègent de la discrimination les personnes vivant avec le VIH.
2. Augmentation du nombre de pays qui disposent d'une entité publique ou privée qui suit et publie régulièrement des rapports sur les violations des droits de la personne et sur la discrimination liées au SIDA.

La *Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA* reconnaît que le respect des droits de la personne est au centre d'une lutte efficace contre le SIDA. En raison de l'impact transversal des droits de l'homme sur la riposte mondiale, les stratégies et les activités visant ce résultat principal sont étroitement liées aux activités visant d'autres résultats principaux. La réduction de la stigmatisation et de la vulnérabilité juridique, économique et sociale liées au VIH est par exemple essentielle pour la réalisation des résultats principaux liés à la prévention du VIH et à la réduction de la vulnérabilité (résultat principal numéro 6 (RP 6) et résultat principal numéro 9 (RP 9)) ainsi que des résultats liés au traitement et à la prise en charge (RP 10 et RP 11). Pour aider les pays à offrir une protection juridique aux groupes historiquement marginalisés, l'ONUSIDA et ses partenaires doivent parvenir à faire preuve d'un leadership fort et d'un plaidoyer efficace, comme prévu dans le RP 3.

L'ONUSIDA mettra en œuvre les actions suivantes pour atteindre ce résultat principal.

- Plaider pour l'étude et l'élaboration d'un cadre législatif et réglementaire susceptible de soutenir à la riposte et appuyer les pays pour le mettre en place (Secrétariat/PNUD).
- Renforcer les capacités des pays à intégrer dans la riposte nationale le respect des droits de la personne dans le contexte du VIH (Secrétariat).
- Entreprendre un plaidoyer et des communications – y compris un appui aux réformes juridiques – pour réduire la stigmatisation et la discrimination, et pour protéger et promouvoir les droits des femmes, des jeunes filles et des groupes vulnérables (PNUD).
- Contribuer à la réduction de la stigmatisation et de la discrimination, et garantir le respect des droits de la personne en promouvant un accès à des services d'information, d'éducation et de santé de qualité (UNESCO).
- Contribuer à la mise en œuvre et à l'établissement/l'intensification de politiques et de programmes complets sur le lieu de travail qui intègrent le respect des droits de la personne, y compris en ce qui concerne les populations vulnérables (OIT).
- Intégrer la question du SIDA et de droits de la personne et la mettre au centre des politiques, des normes et des programmes applicables aux réfugiés et autres populations dont le HCR a pour mission de s'occuper (HCR).
- Favoriser et soutenir la participation de la société civile, en particulier des personnes vivant avec le VIH et des populations vulnérables, au processus de prise de décision en matière de politiques et de programmation au niveau mondial, au plan régional et à l'échelon des pays (Secrétariat).

Les fonds alloués aux actions de l'ONUSIDA pour atteindre ce résultat principal représentent US\$ 10,6 millions (budget de base), US\$ 5,3 millions (budget supplémentaire) et US\$ 3,5 millions (ressources propres des coparrainants allouées à ce domaine d'activité).

3. Leadership et plaidoyer

Résultat principal : L'ONUSIDA favorisera *une prise de conscience accrue de l'épidémie de SIDA, ses tendances et son impact, et des approches efficaces pour enrayer la pandémie et en atténuer l'incidence*. L'ONUSIDA s'efforcera également de *catalyser un leadership plus important parmi les autorités gouvernementales, les décisionnaires et les leaders d'opinion clés pour qu'ils prennent les mesures nécessaires et permettent la mise en œuvre d'une riposte élargie*.

Indicateurs de réalisation

1. Augmentation du nombre d'autorités gouvernementales, de chefs d'États, de leaders communautaires, de chefs religieux, de représentants d'entreprises et d'organisations non gouvernementales qui font preuve d'un engagement personnel et institutionnel pour agir sur les questions et les priorités liées au SIDA dans les pays.
2. Augmentation du nombre de politiques de lutte contre le SIDA sur le lieu de travail au niveau national et à l'échelon local.

Depuis sa création en 1996, l'ONUSIDA conduit des efforts de plaidoyer au niveau mondial pour garantir une lutte plus complète et plus efficace contre l'épidémie. Un leadership et un plaidoyer forts sont essentiels pour mettre en place une riposte efficace contre la pandémie de SIDA et pour optimiser l'utilisation des fonds mis à disposition dans des domaines clés tels que l'élargissement et l'intensification des stratégies de prévention, de traitement, de prise en charge et d'atténuation de l'impact, pour poursuivre les activités de recherche et développement nécessaires, et pour mobiliser les ressources requises pour appuyer une riposte efficace.

L'ONUSIDA mettra en œuvre les actions suivantes pour atteindre ce résultat principal.

- Continuer de jouer un rôle de leader dans la définition de l'ordre du jour de la lutte contre le SIDA au niveau mondial et galvaniser l'engagement politique à tous les niveaux pour mettre en œuvre des activités multisectorielles et participatives dans le cadre global des « trois principes » pour répondre à l'évolution de l'épidémie (Secrétariat).
- Amplifier un plaidoyer coordonné au niveau mondial et au plan régional, établir des faits et programmer en commun dans les domaines émergents. (Secrétariat/Interinstitutions).
- Renforcer le leadership et les capacités des gouvernements, de la société civile et des partenaires de développement, des communautés et des personnes pour riposter efficacement contre l'épidémie avec un engagement accru et une coordination renforcée des partenariats (PNUD).
- Aider les pays à élargir et à intensifier des programmes complets de traitement et de soins du SIDA, y compris : (a) aider les pays à garantir une disponibilité ininterrompue d'outils de diagnostic, de médicaments et d'autres biens et équipements en rapport avec le VIH, et (b) travailler avec les pays au renforcement des capacités des systèmes de santé afin qu'ils puissent faire face aux conditions créées par le SIDA et associées à la pandémie (OMS).
- Plaider pour un renforcement des ripostes des pays afin de prévenir de nouvelles infections, en particulier dans des régions dans lesquelles l'épidémie continue de se développer et où les nouvelles infections se multiplient (Secrétariat).
- Améliorer les connaissances et accroître la prise de conscience de l'impact du SIDA sur le monde du travail (OIT).
- Créer un engagement politique en faveur de ripostes complètes du secteur de l'éducation contre le SIDA (UNESCO).
- Accroître la sensibilisation au rôle de l'alimentation et de la nutrition dans les programmes de lutte contre le SIDA et la tuberculose, en accordant une attention toute particulière à l'importance qu'il y a à atteindre les enfants et les populations vulnérables (PAM).

Les fonds alloués aux actions de l'ONUSIDA pour atteindre ce résultat principal représentent US\$ 39,5 millions (budget de base), US\$ 9,2 millions (budget supplémentaire) et US\$ 7 millions (ressources propres des coparrainants allouées à ce domaine d'activité).

4. Partenariats

Résultat principal : L'ONUSIDA aidera à élaborer et à appuyer des *partenariats à assise large qui incluent les gouvernements, des représentants responsables de la société civile et des organisations non gouvernementales, des femmes, des jeunes, des personnes vivant avec le VIH, des organisations confessionnelles, le secteur privé, des entités caritatives et des organisations intergouvernementales*. Par l'intermédiaire de ces partenariats, l'ONUSIDA aidera à promouvoir une *lutte efficace contre le SIDA au niveau mondial, au plan régional et à l'échelon des pays*.

Indicateurs de réalisation

1. Augmentation du nombre de pays qui déclarent des partenariats de lutte contre le SIDA conduits par le gouvernement, par des organisations non gouvernementales, par des donateurs, par le secteur privé.
2. Augmentation du nombre de pays dans lesquels des organisations non gouvernementales, des personnes vivant avec le VIH et des organisations confessionnelles participent aux analyses et à la planification des initiatives nationales de lutte contre le SIDA.
3. Exemples d'organes, de forums et de partenariats de lutte contre le SIDA multipartites, intergouvernementaux, régionaux et sous-régionaux.

L'ONUSIDA s'appuie sur de solides partenariats pour remplir sa mission. Comme en ce qui concerne les résultats principaux précédents, la réalisation du RP 4 est essentielle pour la réalisation d'autres résultats principaux, tels que la mise en œuvre des « trois principes » (RP 5), l'élargissement et l'intensification des services de prévention (RP 6), l'élargissement de l'accès aux traitements (RP 10), la réduction de la vulnérabilité des femmes et des jeunes filles (RP 7), la participation des familles et de la communauté à la fourniture d'une prise en charge et d'un traitement (RP 11) et la mobilisation des ressources nécessaires pour financer une riposte efficace (RP 15).

L'ONUSIDA mettra en œuvre les actions suivantes pour atteindre ce résultat principal.

- Appuyer la mise en œuvre des « trois principes » en garantissant une action coordonnée du système des Nations Unies à l'échelon des pays – en alignant au niveau stratégique ces efforts sur les priorités nationales – et renforcer les partenariats dans les pays (PNUD/Secrétariat).
- Collaborer avec les partenaires des Nations Unies pour améliorer l'efficacité, l'efficacé et le rythme de la mise en œuvre des programmes de lutte contre le SIDA dans les secteurs public et privé et dans la société civile (Banque mondiale).
- Développer les partenariats entre jeunes et adultes par le biais du renforcement des capacités des jeunes en matière de politiques, de plaidoyer, de mobilisation des ressources et de recherche formative pour donner aux jeunes les moyens de participer de manière significative à l'enraiment de l'épidémie (UNFPA).
- Améliorer les capacités des services d'hygiène du travail et renforcer les partenariats public/privé pour accroître l'accès à la protection sociale, au traitement, aux soins et à l'appui (OIT).
- Appuyer les groupements et les forums partenariaux constitués de partenaires nationaux et internationaux pour parvenir à une stratégie unifiée et renforcer l'appui pour mettre en place des politiques complètes dans le secteur de l'éducation pour lutter contre le SIDA (UNESCO).

- Créer des partenariats avec des universités et des instituts de recherche pour étudier l'appui dans le domaine de la nutrition en tant que partie intégrante des soins et du traitement des personnes vivant avec le VIH et pour améliorer l'orientation programmatique sur l'alimentation et la nutrition dans les programmes de lutte contre le SIDA et la tuberculose (PAM).
- Favoriser et soutenir la participation de la société civile, en particulier des personnes vivant avec le VIH et des populations vulnérables, au processus de prise de décision à l'origine des politiques et de la programmation au niveau mondial, au plan régional et à l'échelon des pays (Secrétariat).

Les fonds alloués aux actions de l'ONUSIDA pour atteindre ce résultat principal représentent US\$ 15,8 millions (budget de base), US\$ 13,3 millions (budget supplémentaire) et US\$ 9,5 millions (ressources propres des coparrainants allouées à ce domaine d'activité).

5. Capacité des pays – les « trois principes »

Résultat principal : L'ONUSIDA travaillera pour permettre à tous les pays de *mettre en place ou de renforcer une autorité nationale unique de lutte contre le SIDA dotée d'une mission multisectorielle large, un cadre convenu unique d'action nationale multisectorielle de lutte contre le SIDA qui supervise l'alignement de tous les partenaires (y compris à des niveaux décentralisés) et un cadre convenu de suivi et d'évaluation de la lutte contre le SIDA au niveau national qui soit capable de fournir des estimations de haut niveau de qualité sur la situation et les tendances de l'épidémie, de son impact et de la riposte.*

Indicateurs de réalisation

1. Augmentation du nombre de pays qui publient des rapports sur :
 - un conseil national du SIDA reconnu par tous les grands partenaires à l'échelon du pays comme étant l'autorité nationale unique de coordination de la lutte contre le SIDA,
 - la mise en œuvre de stratégies nationales de lutte contre le SIDA alignées sur des priorités stratégiques claires liées à des cadres de dépenses.
 - des plans de suivi et d'évaluation multisectoriels nationaux dotés d'indicateurs normalisés.
2. Augmentation du nombre de déclarations, de missions et d'évaluations communes sur le SIDA par pays, par les Nations Unies et par les donateurs.

Nous avons de plus en plus pris conscience, au cours des dernières années, que la manière traditionnelle de réaliser des activités à l'échelon des pays – par exemple, la façon dont les programmes de lutte contre le SIDA sont planifiés et mis en œuvre dans les pays à revenus faibles et intermédiaires par les donateurs internationaux – est à l'origine d'une fragmentation, d'un certain gâchis et d'une orientation stratégique inappropriée. Uni par la volonté d'améliorer la coordination et l'impact stratégiques des programmes de lutte contre le SIDA dans les pays affectés, un large éventail de parties prenantes est parvenu à un consensus sur la stratégie dite des « trois principes ». Le Secrétariat de l'ONUSIDA a joué un rôle de premier plan au cours des deux dernières années pour former ce consensus mondial sur les principes afin de parvenir à une action efficace et coordonnée sur le plan stratégique à l'échelon des pays. Pour l'exercice biennal 2006-2007, l'ONUSIDA s'est fixé pour objectif d'accélérer la mise en œuvre des « trois principes » et de maximiser l'impact stratégique de cette approche.

L'ONUSIDA mettra en œuvre les actions suivantes pour atteindre ce résultat principal.

- Utiliser le leadership et le plaidoyer du Programme commun pour appuyer la mise en œuvre des « trois principes » et leur respect (Secrétariat).
- Renforcer l'autorité nationale de lutte contre le SIDA de chaque pays en promouvant une coordination des donateurs, une harmonisation des différentes parties prenantes et une coordination optimale des coparrainants de l'ONUSIDA et d'autres acteurs (Secrétariat, Interinstitutions et Banque mondiale).
- Appuyer le système national de suivi et d'évaluation de chaque pays en renforçant les capacités nationales de suivi et d'évaluation (Banque mondiale/Secrétariat).
- Dresser la carte des besoins en matière d'assistance technique au plan régional et à l'échelon des pays, et coordonner le renforcement des besoins d'appui des pays (Secrétariat).
- Aider les pays à intégrer les ripostes multisectorielles contre le SIDA au cœur des plans, des budgets et des instruments de développement national et des programmes et politiques spécifiques à certains secteurs (PNUD).
- Accroître la capacité des gouvernements, des entreprises et des syndicats à soutenir des plans stratégiques nationaux de riposte contre l'épidémie par le biais de la mise en œuvre de politiques et de programmes complets de lutte contre le SIDA sur le lieu de travail dans le respect des « trois principes » (OIT).
- Renforcer les systèmes de surveillance de l'épidémie au niveau mondial, au plan régional et à l'échelon des pays, y compris les systèmes de surveillance de la résistance aux médicaments antirétroviraux (OMS).
- Accroître les capacités nationales à concevoir, mettre en œuvre et évaluer les stratégies d'information, d'éducation et de communication en rapport avec le VIH (UNESCO).
- Fournir un appui technique à l'échelon des pays dans les domaines du suivi et de l'évaluation, de la mobilisation des ressources et de la création de partenariats (Interinstitutions/Secrétariat).

Les fonds alloués aux actions de l'ONUSIDA pour atteindre ce résultat principal représentent US\$ 44,5 millions (budget de base), US\$ 20 millions (budget supplémentaire) et US\$ 15,2 millions (ressources propres des coparrainants allouées à ce domaine d'activité).

6. Programmes de prévention du VIH

Résultat principal : L'ONUSIDA entreprendra de toute urgence des actions intensives pour garantir que tous les pays soient capables *d'établir, de mettre en œuvre et d'élargir/d'intensifier des programmes de prévention du VIH.*

Indicateurs de réalisation

1. Augmentation du nombre de pays dans lesquels la couverture des activités de prévention du VIH a atteint une échelle nationale dans un domaine au moins, comme l'éducation en milieu scolaire ou la fourniture des services de base à 80 % des femmes enceintes dans le but de prévenir la transmission mère-enfant du virus, par exemple.
2. Utilisation du préservatif lors de la dernière relation sexuelle avec un partenaire occasionnel.

Dans la mesure où pas même la moitié des jeunes femmes de certains pays africains ne possède les connaissances de base sur le VIH, où la moitié ou plus des jeunes au niveau mondial ne reçoit pas une éducation de base sur le VIH et où moins d'une personne sur cinq a accès à des services de prévention de base, une bonne partie de la population de la planète risque de ne pas être atteinte par les objectifs de prévention de

la *Déclaration d'engagement* qui prévoit un accès quasi universel des jeunes à l'information, l'éducation et aux services en rapport avec le VIH et une réduction significative de la prévalence du virus parmi les jeunes hommes et les jeunes femmes (de la tranche d'âge 15-24 ans). Outre l'impératif humanitaire qui impose d'aider les personnes de tous âges à se protéger de l'infection, la mise en œuvre et le développement rapide de programmes de prévention basés sur le concret sont essentiels pour garantir la durabilité et la viabilité à long terme des efforts visant à élargir l'accès au traitement, y compris aux médicaments antirétroviraux.

Le budget-plan de travail intégré du prochain exercice biennal tient compte de l'impératif mondial d'élargissement et d'intensification de stratégies de prévention efficaces. Pour promouvoir une mise à niveau rapide des actions de prévention du VIH, le Programme commun entreprendra des actions qui sont étroitement liées à des activités visant un grand nombre d'autres résultats principaux. Par exemple, les travaux de l'ONUSIDA dans le domaine de la prévention incluront les efforts actuels visant à fournir au personnel des Nations Unies et à leur famille un accès aux services et aux outils de prévention du VIH – domaine d'activité qui couvre également le RP 1 (coordination du système des Nations Unies). De même, le programme de prévention du Programme commun pour 2006-2007 inclut également des initiatives importantes pour réduire la vulnérabilité des femmes et des jeunes filles (RP 7), des enfants (RP 8) et des populations confrontées à un risque élevé d'infection (RP 9) ainsi que des actions visant à promouvoir une recherche essentielle sur les vaccins, les microbicides et d'autres nouvelles techniques de prévention (RP 14), sans oublier le renforcement des systèmes de santé (RP 10).

L'ONUSIDA mettra en œuvre les actions suivantes pour atteindre ce résultat principal.

- Coordonner l'intensification de la prévention du VIH au sein de l'ONUSIDA et conduire le plaidoyer et l'élaboration des politiques pour une intensification de la prévention du virus (Secrétariat).
- Favoriser la participation des personnes vivant avec le VIH à la conception des politiques et des programmes de prévention du virus (Secrétariat).
- Accélérer l'élargissement et l'intensification des stratégies de prévention qui ont fait leurs preuves en (a) fournissant un appui technique élargi aux pays, (b) renforçant les capacités des systèmes de santé à riposter contre le SIDA, et (c) garantissant une disponibilité ininterrompue des principales techniques de prévention (OMS).
- Accélérer la mise en œuvre de programmes complets promouvant l'utilisation du préservatif comme moyen de prévention de l'infection à VIH, en insistant sur la protection à la fois contre la maladie et contre les grossesses non désirées, intensifier les programmes de promotion du préservatif féminin, améliorer l'accès des jeunes aux préservatifs masculins et féminins, et la sécurité des produits de santé dans les situations de crise humanitaire (UNFPA).
- Améliorer l'accès des jeunes aux informations, aux compétences et aux services de prévention, et favoriser leur utilisation par ceux-ci (UNICEF), faciliter la mise en place ou l'amélioration de politiques et de programmes de lutte contre le SIDA qui renforcent les actions nationales de prévention du VIH, en particulier pour les jeunes en situation vulnérable (UNFPA), et accroître le plaidoyer auprès des jeunes et leur participation (UNFPA).
- Intensifier l'action dans les pays par le biais de politiques et de programmes qui traitent de la question des femmes, des jeunes filles et du SIDA, en mettant l'accent sur les liens entre SIDA et santé sexuelle et reproductive, et sur la prévention du VIH pour les femmes et les jeunes filles (UNFPA).
- Accélérer la mise en œuvre de politiques complètes de lutte contre le SIDA sur le lieu de travail qui intègrent des informations et des services de prévention du VIH (OIT).
- Améliorer la mise en œuvre d'actions de prévention du virus intégrées et multisectorielles dans les programmes destinés aux réfugiés et aux autres populations dont le HCR a pour mission de s'occuper (HCR).
- Accroître les capacités des différents partenaires, y compris des communautés, pour mettre en place des actions coordonnées et efficaces de prévention du VIH (PNUD).

- Renforcer et accélérer les efforts pour fournir une prise en charge et une prévention du VIH qui soient sexospécifiques et complètes aux personnes réellement et potentiellement victimes du trafic d'êtres humains, en particulier aux femmes et aux jeunes filles (ONUSDC).
- Appuyer une prévention efficace du VIH destinée aux personnes incarcérées (ONUSDC).
- Appuyer la recherche sur les nouvelles techniques de prévention (telles que les vaccins et les microbicides), la résolution des problèmes opérationnels et la gestion des connaissances pour faciliter une utilisation rapide des résultats de la recherche (OMS).
- Développer les capacités des pays à concevoir, mettre en œuvre et évaluer des stratégies et des programmes efficaces d'information, d'éducation et de communication pour la prévention du VIH (UNESCO).
- Garantir que les personnels des Nations Unies et leur famille aient un accès approprié à la prévention du virus et aux autres services en rapport avec le VIH (Interinstitutions).

Les fonds alloués aux actions de l'ONUSIDA pour atteindre ce résultat principal représentent US\$ 31,1 millions (budget de base), US\$ 63,3 millions (budget supplémentaire) et US\$ 41,7 millions (ressources propres des coparrainants allouées à ce domaine d'activité).

7. Les femmes et les jeunes filles

Résultat principal : L'ONUSIDA vise à garantir *la mise en place de politiques et de programmes qui donnent aux femmes et aux adolescentes les moyens de réduire leur vulnérabilité et de se protéger contre le risque d'infection par le VIH.*

Indicateurs de réalisation

1. Augmentation du nombre de pays dotés de stratégies et de cadres de lutte contre le SIDA qui répondent aux besoins des femmes et des jeunes filles.
2. Augmentation du nombre de pays qui suivent et publient des rapports sur les indicateurs clés (ventilés par sexe et par âge) de la *Déclaration d'engagement de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA.*

La proportion de femmes adultes vivant avec le VIH à travers le monde a augmenté d'un niveau de 41 % en 1998 à environ 50 % en décembre 2004. Les adolescentes et les jeunes femmes sont particulièrement confrontées au risque, en Afrique subsaharienne notamment où elles enregistrent des taux d'infection plus de trois fois supérieurs à ceux des garçons et des jeunes hommes. Si nous voulons enrayer l'épidémie et inverser son cours au final – comme le prévoient les Objectifs de développement pour le Millénaire, le monde doit réussir beaucoup plus largement à prévenir les nouvelles infections parmi les femmes et les filles.

Bien que ces dernières soient d'un point de vue physiologique plus susceptibles que les hommes de contracter le VIH lors d'un rapport sexuel vaginal, le tribut régulièrement croissant que les femmes et les jeunes filles paient à l'épidémie résulte principalement du bas niveau de leur statut social dans de nombreuses régions du monde. Pour être efficace, la prévention destinée aux femmes et aux adolescentes requiert plus que l'information et l'éducation car elle doit aussi les émanciper et réduire leur vulnérabilité sociale, économique et juridique. C'est parce que l'émancipation et la protection des femmes et des filles sont des questions transversales ayant une incidence sur tous les aspects d'une riposte complète que les activités visant à la réalisation de ce résultat principal se superposent partiellement à des actions recensées pour atteindre plusieurs autres résultats principaux. Les initiatives visant à promouvoir l'égalité des sexes

et l'émancipation des femmes, par exemple, font partie intégrante des travaux du Programme commun dans le domaine des droits de la personne (RP 2). Les femmes étant habituellement les principaux acteurs de la société à prendre les autres en charge, les initiatives de prévention destinées aux femmes sont étroitement liées aux programmes visant à protéger et à appuyer les orphelins et les autres enfants vulnérables affectés par le SIDA (RP 8). L'émancipation des femmes et des jeunes filles est directement associée à la capacité du monde à mettre en œuvre et à étendre des mesures de prévention efficaces, domaine d'activité couvert par le RP 6. En outre, les efforts de l'ONUSIDA axés sur la recherche et le développement accordent une priorité élevée à l'accélération de l'élaboration, de l'introduction et de l'utilisation de techniques de prévention contrôlables par les femmes elles-mêmes sans le concours de l'homme, y compris les microbicides, les autres méthodes de contrôle et les vaccins préventifs (RP 14).

L'ONUSIDA mettra en œuvre les actions suivantes pour atteindre ce résultat principal.

- Garantir, par le biais du leadership, du plaidoyer et du développement de partenariats, et en travaillant en étroite collaboration avec la Coalition mondiale sur les femmes et le SIDA, une participation accrue et durable de la société civile, des femmes et des filles ainsi que des autres parties prenantes à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et des programmes visant à combattre le SIDA ciblant les femmes et les jeunes filles. Fournir du personnel et des services au secrétariat de la Coalition mondiale (Secrétariat).
- Engager un plaidoyer et communiquer pour promouvoir une reconnaissance des droits des femmes et des jeunes filles (PNUD/Secrétariat).
- Accélérer la mise en œuvre d'une programmation complète du préservatif comme moyen permettant de prévenir l'infection à VIH, en insistant sur la protection à la fois contre la maladie et contre les grossesses non désirées, élargir et intensifier la programmation des préservatifs féminins, améliorer l'accès des jeunes aux préservatifs masculins et féminins, et la sécurité des produits de santé dans les situations de crise humanitaire. (UNFPA).
- Intensifier les actions des pays via des politiques et des programmes qui traitent de la question des femmes, des filles et du SIDA, en mettant l'accent sur (a) les liens entre le SIDA et la santé sexuelle et reproductive, (b) la prévention du VIH pour les jeunes femmes et les jeunes filles, et (c) les besoins en matière de santé sexuelle et reproductive des femmes et des adolescentes séropositives au VIH (UNFPA).
- Promouvoir l'accès des femmes et des filles aux services d'éducation, de santé et d'information (UNESCO), y compris une utilisation accrue par les adolescentes des informations, des compétences et des services de prévention du VIH (UNICEF).
- Aider les pays à élaborer et à mettre en œuvre des plans nationaux basés sur le concret pour fournir des traitements et une prise en charge appropriés en rapport avec le SIDA des nourrissons infectés par le virus et pour les femmes séropositives qui participent à des programmes de lutte contre la transmission mère-enfant du virus (UNICEF).
- Intégrer une dimension sexospécifique dans des actions renforcées de prévention destinées aux personnes réellement et potentiellement victimes du trafic d'êtres humains et aux personnes incarcérées (ONUDC).
- Documenter et diffuser les meilleures pratiques sur les politiques et les programmes axés sur la situation des femmes et des jeunes filles qui tiennent compte du critère de sexospécificité (Secrétariat).

Les fonds alloués aux actions de l'ONUSIDA pour atteindre ce résultat principal représentent US\$ 11,3 millions (budget de base), US\$ 19,6 millions (budget supplémentaire) et US\$ 11 millions (ressources propres des coparrainants allouées à ce domaine d'activité).

8. Les enfants affectés par le VIH et le SIDA

Résultat principal : L'ONUSIDA s'assurera que les pays sont capables d'adopter et de mettre en œuvre des politiques et des stratégies nationales pour créer et renforcer les capacités gouvernementales, familiales et communautaires permettant de fournir un environnement porteur pour les filles et les garçons affectés par le VIH et le SIDA.

Indicateurs de réalisation

1. Nombre de pays dotés de stratégies et de programmes nationaux de lutte contre le SIDA qui répondent aux besoins des enfants affectés par le VIH et le SIDA.
2. Augmentation du nombre de pays qui déclarent une proportion accrue d'enfants rendus orphelins et vulnérables qui bénéficient d'un appui gouvernemental ou communautaire.

Le tribut payé par les enfants du monde à l'épidémie ne cesse de s'alourdir et l'on prévoit que le nombre d'enfants de moins de 18 ans d'Afrique subsaharienne ayant perdu un ou deux de leurs parents du fait du SIDA atteindra 18 millions d'ici à 2010. Des millions d'autres enfants vivent dans des foyers affectés par le VIH et sont souvent contraints (en particulier dans le cas des filles) d'abandonner l'école du fait de la situation de ces foyers. Plus de 600 000 nourrissons contractent le VIH chaque année et ils meurent, pour la plupart d'entre eux, avant d'avoir atteint cinq ans.

Reconnaissant l'importance d'une prise en charge et d'un appui spéciaux pour les enfants affectés par le SIDA, la *Déclaration d'engagement* prévoit que tous les pays durement touchés élaboreront et mettront en œuvre des stratégies nationales pour apporter un appui aux orphelins et aux autres enfants affectés, pour promouvoir leur accès à l'éducation et à d'autres services essentiels et pour les protéger contre la maltraitance et tout autre danger potentiel.

Les travaux du Programme commun dans ce domaine s'appuieront sur des activités entreprises à l'appui d'autres résultats principaux, et l'UNICEF fournira un leadership pour la réalisation de ce résultat en contribuant à faire croître le pourcentage d'enfants affectés par le VIH et le SIDA recevant un appui et une protection du fait de la mise en œuvre de plans d'action nationaux facilitée par les efforts des partenaires.

Les initiatives visant à protéger les enfants de la stigmatisation et de la discrimination s'appuient sur l'accent mis par l'ONUSIDA sur la transversalité du fondement de la riposte en matière de droits de la personne (RP 2). Le Programme commun utilisera son leadership et son plaidoyer (RP 3) pour continuer de sensibiliser le monde à l'impact de l'épidémie sur les enfants. En outre, les efforts que l'ONUSIDA entreprendra pendant le prochain exercice biennal pour renforcer les capacités à fournir un environnement porteur pour les enfants doubleront les initiatives visant à réduire la vulnérabilité (RP 9), les efforts en faveur des programmes de prévention (RP 6) et les travaux du Programme commun pour permettre aux systèmes de prise en charge familiaux et communautaires de fournir des soins et un appui en rapport avec le VIH (RP 11).

Les fonds alloués aux actions de l'ONUSIDA pour atteindre ce résultat principal représentent US\$ 5,7 millions (budget de base), US\$ 14,2 millions (budget supplémentaire) et US\$ 6,1 millions (ressources propres des coparrainants allouées à ce domaine d'activité).

9. Programmes de lutte contre la vulnérabilité au VIH

Résultat principal : L'ONUSIDA s'assurera que les pays sont capables d'élaborer, de mettre en œuvre et d'élargir/d'intensifier des stratégies, des politiques et des programmes au plan national et à un niveau décentralisé qui recensent et traitent les facteurs qui rendent les personnes et les communautés vulnérables à l'infection à VIH et les confrontent à un risque accru.

Indicateurs de réalisation

1. Augmentation du nombre de pays qui disposent d'une politique ou d'une stratégie visant à promouvoir une communication prônant un changement de comportement destinée aux groupes affichant des taux d'infection à VIH élevés ou en croissance, y compris les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les consommateurs de drogues injectables, les professionnel(le)s du sexe et d'autres.
2. Augmentation du nombre de pays qui déclarent un élargissement de la couverture des services de prévention pour les populations confrontées à un risque accru d'infection à VIH, y compris les consommateurs de drogues injectables, les professionnel(le)s du sexe, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et les personnes incarcérées.

Les efforts de prévention ont de tous temps principalement consisté à encourager les personnes à adopter des comportements susceptibles de réduire leur risque d'exposition au VIH. De plus en plus, nous prenons conscience que les stratégies de réduction des risques doivent être accompagnées de mesures qui portent sur les conditions qui rendent les personnes et les populations plus vulnérables à l'infection. La *Déclaration d'engagement* prévoit que tous les pays devront mettre en place des stratégies qui s'attaquent aux facteurs qui accroissent la vulnérabilité au VIH.

Ce résultat principal est étroitement corrélé aux autres. L'une des principales stratégies pour réduire la vulnérabilité des personnes et des populations consiste à reconnaître, promouvoir et protéger leurs droits de personne humaine, objectif visé pour le RP 2. La réduction de la vulnérabilité étant une composante essentielle d'une prévention efficace, ce résultat principal a nécessairement quelque chose de commun avec le RP 6 qui a pour objectif d'élargir et d'intensifier les actions de prévention valables. Les RP 7 et RP 8 portent sur les besoins spécifiques de certains groupes de population qui nécessitent des initiatives de réduction de la vulnérabilité – les femmes, les adolescentes, les jeunes et les enfants. Les deux nouveaux coparrainants de l'ONUSIDA, le PAM et le HCR, apporteront des contributions essentielles dans ce domaine en ce qui concerne la sécurité alimentaire et les réfugiés, en particulier.

L'ONUSIDA mettra en œuvre les actions suivantes pour atteindre ce résultat principal.

- Réduire la vulnérabilité des populations hautement affectées par l'intermédiaire du plaidoyer et de la communication (Secrétariat/PNUD), mettre en œuvre des réformes juridiques (PNUD) et des efforts pour améliorer l'accès aux services clés d'éducation, de santé et de prévention (UNESCO).
- Étendre la couverture des services de prévention du VIH destinés aux consommateurs de drogues injectables (ONUSIDA).
- Fournir des soins et une prévention du VIH complets et sexospécifiques destinés aux personnes réellement et potentiellement victimes du trafic d'êtres humains (ONUSIDA).
- Promouvoir l'intégration de la réduction de la vulnérabilité dans des initiatives complètes et élargies de lutte contre le SIDA sur le lieu de travail (OIT).
- Renforcer les mesures pour réduire la vulnérabilité des jeunes (UNFPA, UNICEF).
- Appuyer une prévention accélérée du VIH par le biais d'interventions appropriées du secteur de la santé, y compris la fourniture de services ciblant les populations vulnérables (OMS).

- Promouvoir des politiques et des programmes qui réduisent la vulnérabilité des réfugiés et des autres populations dont le HCR a pour mission de s'occuper (HCR).
- Améliorer l'accès aux services d'alimentation et de nutrition dans le cadre d'une approche complète de la lutte contre le VIH et le SIDA (PAM).

Les fonds alloués aux actions de l'ONUSIDA pour atteindre ce résultat principal représentent US\$ 8,8 millions (budget de base), US\$ 11,6 millions (budget supplémentaire) et US\$ 15,2 millions (ressources propres des coparrainants allouées à ce domaine d'activité).

10. Systèmes de santé pour le traitement du VIH et du SIDA

Résultat principal : L'ONUSIDA s'emploiera à s'assurer que *des stratégies internationales, régionales et nationales soient adoptées et mises en œuvre pour renforcer les systèmes de santé afin de développer davantage la prévention et de fournir de manière équitable des services de diagnostic, de traitement et de soins du VIH et du SIDA, y compris accroître les capacités à assurer un approvisionnement ininterrompu de médicaments et d'outils de diagnostic du VIH et du SIDA.*

Indicateurs de réalisation

1. Nombre de pays atteignant les objectifs nationaux de traitement pour les femmes, les hommes et les enfants recevant un traitement conformément aux directives de l'OMS.
2. Nombre de centres de fourniture de soins de santé dans lesquels le traitement dispensé intègre la prévention (distribution de préservatifs, test et conseil proposés aux jeunes).

Sous le leadership de l'OMS et avec l'ensemble du Programme commun, le monde s'est lancé dans une campagne sans précédent pour élargir l'accès aux traitements antirétroviraux dans les pays à revenus faibles et intermédiaires. Même si des progrès considérables ont été réalisés dans la fourniture de médicaments antirétroviraux à des pays qui n'y avaient pas accès précédemment, d'importants obstacles continuent d'empêcher une intensification des efforts entrepris dans ce sens au niveau mondial. En décembre 2004, 12 % environ des personnes nécessitant un traitement antirétroviral à travers le monde pouvaient l'obtenir.

Bien que le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, la Banque mondiale et les donateurs bilatéraux mettent à disposition des fonds importants pour améliorer l'accès au traitement, le budget-plan de travail intégré pour 2006-2007 prévoit que l'ONUSIDA fournira, en tant que catalyseur et coordonnateur, un appui essentiel à une action multipartite plus ciblée et plus forte visant à accélérer l'accès au traitement. Outre les actions destinées à traiter les facteurs clés qui ralentissent l'élargissement et l'intensification de la fourniture de traitements antirétroviraux, l'ONUSIDA travaillera avec les pays et différents partenaires pour améliorer l'accès à une gamme complète de services de traitement et de prise en charge, y compris la prévention et le traitement des infections opportunistes qui mettent en danger la vie des personnes.

Les actions visant à atteindre ce résultat principal recouvrent certaines initiatives entreprises dans d'autres domaines de travail. Élargir l'accès au traitement peut contribuer à soutenir les efforts de prévention du VIH (RP 6) en fournissant des incitations supplémentaires dans les domaines du test et du conseil, de la réduction de la stigmatisation, et en encourageant les personnes vivant avec le VIH à se rendre dans des centres de santé où ils peuvent profiter de mesures de prévention et où celles-ci sont renforcées. Une prévention efficace est également liée à la pérennité à long terme des traitements. Les initiatives visant à

assurer un accès équitable au traitement et aux soins s'appuient sur un engagement plus large en faveur du respect des droits de l'homme (RP 2) et font partie de stratégies de réduction de la vulnérabilité de plus grande envergure (RP 7-RP-9). Accélérer l'accès au traitement nécessitera un renforcement substantiel des capacités nationales (RP 5), un système de suivi et d'évaluation puissant (RP 14) et la mobilisation de ressources techniques, humaines et financières sans précédent (RP 15-RP 16).

L'ONUSIDA mettra en œuvre les actions suivantes pour atteindre ce résultat principal.

- Créer, renforcer et soutenir les capacités nationales pour fournir un traitement et une prise en charge en rapport avec le SIDA, y compris la fourniture effective des composantes clés d'une prise en charge complète, telles que le conseil et le test, la sécurité transfusionnelle et des injections, et la fourniture de services aux populations vulnérables (OMS, Banque mondiale et PNUD).
- Aider les pays à garantir une fourniture ininterrompue d'outils de diagnostique, de médicaments et d'autres fournitures et équipements en rapport avec le SIDA (OMS, Banque mondiale).
- Renforcer l'engagement du monde du travail en faveur de la promotion d'un accès plus large au traitement, aux soins et à l'appui en rapport avec le VIH (OIT).
- Aider les pays à assurer un accès équitable au traitement et aux soins pour les femmes et les filles, en particulier dans le cadre d'une réponse aux besoins en matière de santé sexuelle et reproductive de celles qui sont séropositives au VIH (UNFPA), des réfugiés (HCR) et des autres populations vulnérables (OMS).
- Aider les pays à mettre en œuvre des services de prévention – y compris (de manière non limitative) la prévention de la transmission mère-enfant – dans le cadre d'un accès élargi aux traitements antirétroviraux (OMS, UNICEF, UNFPA).
- Accroître les efforts de recherche, renforcer les systèmes nationaux de surveillance et les systèmes de suivi et d'évaluation pour accélérer la mise en œuvre et garantir la meilleure qualité possible des programmes nationaux de traitement (OMS/Secrétariat).
- Garantir la fourniture de services de prise en charge et de traitement complets de haut niveau de qualité aux personnels des Nations Unies et à leur famille (Interinstitutions).

Les fonds alloués aux actions de l'ONUSIDA pour atteindre ce résultat principal représentent US\$ 18,6 millions (budget de base), US\$ 42,7 millions (budget supplémentaire) et US\$ 31 millions (ressources propres des coparrainants allouées à ce domaine d'activité).

11. Prise en charge familiale et communautaire

Résultat principal : L'ONUSIDA s'assurera que les pays sont capables de renforcer les systèmes de prise en charge familiale et communautaire pour fournir et suivre le traitement, appuyer les personnes vivant avec le VIH (y compris la connaissance et le respect du traitement) et favoriser un accès équitable aux médicaments en rapport avec le VIH.

Indicateurs de réalisation

1. Nombre de pays qui déclarent que des services complémentaires sont fournis par la société civile portant sur la prévention et la prise en charge, et inclus dans les plans et rapports stratégiques nationaux.
2. Nombre de pays qui déclarent une couverture élargie de la prise en charge à domicile, c'est-à-dire un appui extérieur à des personnes souffrant de maladie chronique et à leur famille.

Face à l'extrême faiblesse des capacités dans les milieux dans lesquels les ressources sont limitées, les efforts visant à élargir et à intensifier les programmes essentiels de lutte contre le SIDA doivent utiliser au mieux chacune des ressources humaines disponibles. Dans pratiquement tous les pays, les capacités des réseaux familiaux et communautaires sont très sous-utilisées. En exploitant de manière stratégique ces ressources et en apportant l'appui nécessaire aux pays, ceux-ci peuvent accroître substantiellement la couverture des interventions qui sont essentielles au sein de la lutte contre le SIDA.

Les activités visant à promouvoir une prise en charge familiale et communautaire renforceront et s'appuieront à la fois sur les actions lancées pour atteindre d'autres résultats principaux. L'utilisation optimale d'une prise en charge familiale et communautaire accélérera l'élargissement et l'intensification des traitements et des soins (RP 10), la mise en œuvre de programmes de prévention (RP 6), les efforts visant à mettre en place des environnements porteurs pour les enfants affectés par le VIH et le SIDA (RP 11) et les initiatives d'atténuation de l'impact (RP 12). L'utilisation optimale de ressources aussi puissantes que les réseaux familiaux et communautaires permettra aux autres ressources techniques, humaines et financières (RP 15-RP 16) de donner davantage de résultats.

L'ONUSIDA mettra en œuvre les actions suivantes pour atteindre ce résultat principal.

- Accroître l'accès à une alimentation et à une nutrition saines et suffisantes, et promouvoir l'intégration de tels services au sein d'actions plus larges (PAM).
- Améliorer la capacité des communautés et des personnes à travailler en partenariat avec des gouvernements et d'autres parties prenantes pour renforcer les ripostes nationales (PNUD).
- Accroître les capacités des services d'hygiène du travail et renforcer les partenariats public/privé pour améliorer l'accès à la protection sociale, aux traitements, aux soins et à l'appui (OIT).
- Appuyer l'élargissement et l'intensification des programmes de traitement destinés aux nourrissons infectés par le VIH et aux femmes participant à des programmes de prévention de la transmission mère-enfant du virus (UNICEF).
- Faciliter la création de partenariats entre des groupes à assise communautaire et le secteur public pour exploiter les ressources et renforcer les capacités à mettre en œuvre des programmes de prévention et de prise en charge (Secrétariat).

Les fonds alloués aux actions de l'ONUSIDA pour atteindre ce résultat principal représentent US\$ 4,3 millions (budget de base), US\$ 8,8 millions (budget supplémentaire) et US\$ 7 millions (ressources propres des coparrainants allouées à ce domaine d'activité).

12. Action nationale pour l'atténuation de l'impact

Résultat principal : L'ONUSIDA aidera les pays à *intégrer la question du SIDA, du fait de son caractère d'urgence et de ses liens avec le développement, dans les processus et les instruments nationaux et sectoriels de développement, et à élaborer et mettre en œuvre des stratégies sectorielles spécifiques pour lutter contre l'impact socio-économique de l'épidémie de SIDA, y compris sur le lieu de travail.*

Indicateurs de réalisation

1. Nombre de pays qui ont évalué l'impact socio-économique du SIDA et élaboré des ripostes dans un domaine clé au moins.
2. Augmentation du nombre de pays qui disposent d'une initiative contre le SIDA intégrée dans leurs plans de développement général (tels que les plans de développement national, les bilans communs de pays, le cadre d'aide au développement des Nations Unies, les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté) couvrant l'impact du SIDA.

Dans bon nombre de pays, le SIDA affaiblit régulièrement les institutions sur lesquelles les sociétés s'appuient pour surmonter les difficultés, pour leur développement économique et politique, et pour la transmission des valeurs et des connaissances. Bien que l'épidémie représente la principale menace pour le développement international, son impact et la riposte à son encontre ne sont souvent pas visibles dans les instruments et les processus sectoriels et nationaux de développement.

Le Programme commun a joué un rôle primordial pour accroître la prise de conscience au niveau mondial et à l'échelon des pays des liens entre SIDA et développement. En 2006-2007, l'ONUSIDA s'appuiera sur ces succès pour s'assurer que les pays et certains secteurs prennent la mesure de l'ampleur de la menace que l'épidémie fait planer et y réagissent efficacement.

Les activités d'atténuation de l'impact prévues pour 2006-2007 affecteront les activités entreprises pour atteindre d'autres résultats principaux et bénéficieront à la fois de celles-ci. Les mesures visant à appuyer et à protéger les enfants affectés par le SIDA (RP 8) représentent une composante importante de l'atténuation de l'impact. L'intégration d'actions contre la maladie dans les processus et les instruments clés de développement favorisera la mobilisation des ressources (RP 15) et aidera les pays à entretenir la diversité des partenaires (RP 4) nécessaire pour mettre sur pied une riposte multisectorielle contre l'épidémie.

L'ONUSIDA mettra en œuvre les actions suivantes pour atteindre ce résultat principal.

- Promouvoir la mise en œuvre de politiques et de programmes sur le lieu de travail qui (a) atténuent l'impact de l'épidémie sur les économies et la population active des pays, et (b) renforcent la gestion et le développement des capacités humaines (OIT).
- S'assurer que les actions nationales et sectorielles contre le SIDA sont basées sur des analyses économiques valables de l'impact de la maladie sur l'économie du pays (Banque mondiale, Secrétariat).
- Intégrer des ripostes multisectorielles complètes contre le SIDA dans les plans, les budgets et les instruments de développement clés, tels que les stratégies pour la réduction de la pauvreté, les cadres de dépenses à moyen terme, les initiatives en faveur des pays pauvres très endettés et d'autres (PNUD, Banque mondiale, Secrétariat).

Les fonds alloués aux actions de l'ONUSIDA pour atteindre ce résultat principal représentent US\$ 5,4 millions (budget de base), US\$ 10,2 millions (budget supplémentaire) et US\$ 9 millions (ressources propres des coparrainants allouées à ce domaine d'activité).

13. Le SIDA dans les régions affectées par des conflits et des catastrophes

Résultat principal : L'ONUSIDA agira pour accélérer l'adoption de politiques internationales, régionales/sous-régionales et nationales *pour intégrer des plans et des initiatives de préparation aux catastrophes, de réduction des risques, de sensibilisation, de prévention, de prise en charge et de traitement liés au SIDA dans les situations de conflit et post-conflit, de crise humanitaire et de catastrophe naturelle.*

Indicateurs de réalisation

1. Nombre de pays affectés par des conflits, des catastrophes naturelles et des crises humanitaires et de pays affectés par d'autres situations spéciales qui ont intégré des plans et des stratégies humanitaires contre le SIDA pour les personnels des services en uniforme.
2. Nombre de pays qui déclarent des programmes de lutte contre le SIDA intégrés pour les réfugiés, les populations locales environnantes dans des régions affectées par des conflits et des catastrophes.

En 2003, plus de 70 pays ont été recensés comme instables et plus de 40 millions de personnes ont été déplacées du fait de conflits. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé en 2000 que des programmes de lutte contre le SIDA devraient être intégrés dans toutes les opérations internationales de maintien de la paix. La *Déclaration d'engagement* reflète l'engagement unanime des États membres dans la lutte contre le SIDA dans le cadre de conflits et de catastrophes, et en faveur de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de riposte contre l'épidémie pour les services armés et en uniforme nationaux.

Le Programme commun a montré son leadership mondial concernant cette question qui devient de plus en plus importante. Le Secrétariat et de nombreux coparrainants de l'ONUSIDA participent activement aux efforts des Nations Unies pour garantir l'intégration des initiatives de lutte contre le SIDA au sein d'actions bien coordonnées et opportunes dans des situations de conflit, de catastrophe et de crise humanitaire. En partenariat avec le Département des Opérations de Maintien de la Paix des Nations Unies, l'ONUSIDA a intégré une formation et une éducation en rapport avec le VIH et le SIDA dans toutes les opérations de maintien de la paix de l'ONU et assiste ou se prépare à assister les services armés et en uniforme nationaux dans près de 80 pays.

Les activités planifiées pour le prochain exercice biennal, qui s'appuieront sur ces partenariats et ces progrès, viendront se superposer aux plans prévus pour atteindre d'autres résultats principaux. Les domaines essentiellement ciblés pour une intégration des programmes de lutte contre le SIDA dans les régions affectées par des conflits et des catastrophes incluent la prévention du VIH (RP 6), les traitements et la prise en charge (RP 10), la réduction de la vulnérabilité (RP 9) et l'atténuation de l'impact (RP 12). En tant que nouveau coparrainant de l'ONUSIDA, le HCR jouera un rôle clé dans la fourniture de services de prévention, de prise en charge et d'appui en rapport avec le VIH aux populations vulnérables dans des régions affectées par des conflits et dans des situations de crise.

L'ONUSIDA mettra en œuvre les actions suivantes pour atteindre ce résultat principal.

- Conduire et coordonner le plaidoyer et les politiques sur le SIDA dans les situations d'urgence et post-crise (Secrétariat).
- Inclure et intégrer la question du SIDA et des droits de la personne dans la mise en œuvre de politiques et de programmes destinés aux réfugiés et aux autres populations dont le HCR a pour mission de s'occuper (HCR).
- Garantir l'intégration de la question du VIH et du SIDA dans les évaluations de la vulnérabilité nécessaires pour l'assistance humanitaire (PAM, HCR, Secrétariat).
- Intégrer davantage les questions concernant les réfugiés, les personnes retournant dans leur pays après une longue absence et les populations dont le HCR a pour mission de s'occuper dans la planification stratégique nationale et sous-régionale de la lutte contre le SIDA (HCR).

- Mobiliser des ressources suffisantes pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de mesures complètes et efficaces pour lutter contre le SIDA parmi les réfugiés et autres populations dont le HCR a pour mission de s'occuper (HCR).
- Garantir la sécurité des produits de santé dans les situations de crise humanitaire, y compris en tant que composante clé de la programmation complète du préservatif (UNFPA).
- Aider les pays en crise à riposter contre l'épidémie, en particulier dans les secteurs essentiels tels que la santé, l'éducation et l'agriculture (PNUD).
- Améliorer l'efficacité, l'efficacité et le rythme de la mise en œuvre de programmes multisectoriels destinés aux réfugiés et aux autres populations dont le HCR a pour mission de s'occuper (Banque mondiale, HCR).
- Intégrer des programmes axés sur l'alimentation et la nutrition dans les actions menées dans les régions affectées par des conflits et des catastrophes (PAM).

Les fonds alloués aux actions de l'ONUSIDA pour atteindre ce résultat principal représentent US\$ 3,7 millions (budget de base), US\$ 4,4 millions (budget supplémentaire) et US\$ 10,4 millions (ressources propres des coparrainants allouées à ce domaine d'activité).

14. Information stratégique, recherche et notification

Résultat principal : L'ONUSIDA soutiendra la mise à disposition de données, d'informations et de connaissances actualisées sur la situation, les tendances et l'impact de l'épidémie de SIDA et sur la riposte contre celle-ci, la recherche opérationnelle sur des actions efficaces et la promotion de la recherche sur les vaccins anti-VIH, les microbicides et d'autres méthodes et thérapeutiques contrôlées par les femmes.

Indicateurs de réalisation

1. Nombre de pays qui collectent, analysent et déclarent régulièrement établir des rapports de surveillance, de couverture et de notification de données utilisant les méthodes normalisées de l'OMS.
2. Augmentation de l'appui financier mondial en faveur de la recherche opérationnelle et biologique, y compris le développement de vaccins.

La planification stratégique et la capacité à répondre aux tendances émergentes dépendent d'un accès en temps voulu à des informations fiables et précises sur l'épidémie. Le Programme commun est un leader des efforts mondiaux entrepris pour améliorer la qualité, l'accessibilité et le caractère opportun des initiatives de suivi et d'évaluation mais la riposte mondiale souffre toujours de la faiblesse des systèmes d'information et d'analyse concernant le VIH.

Il est également fondamental de réaliser des efforts beaucoup plus importants pour améliorer les connaissances concrètes sur lesquelles se basent les ripostes au niveau mondial, au plan régional et à l'échelon des pays. Alors qu'il est de toute évidence impératif d'élargir et d'intensifier les interventions, les meilleurs moyens pour y parvenir ne sont pas toujours clairs. La recherche opérationnelle aide à promouvoir une mise en œuvre et un élargissement réussis et accélérés des ripostes nationales.

Bien que les stratégies de prévention dont nous disposons aient montré leur validité, l'élaboration et l'introduction de nouvelles techniques de prévention constituent une priorité urgente au niveau mondial. Cela est particulièrement important pour les femmes et les jeunes filles qui manquent souvent de moyens pour se protéger contre l'infection. En 2006-2007, le Programme commun accentuera ses efforts pour accélérer la recherche sur les vaccins, les microbicides et autres méthodes contrôlées par les femmes.

Ce résultat principal couvre des questions qui concernent transversalement l'ensemble des activités de l'ONUSIDA planifiées pour l'exercice biennal à venir. L'information stratégique est essentielle pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes valables à tous les niveaux de la riposte, et la recherche est particulièrement vitale pour garantir la réussite et la durabilité des initiatives de prévention (RP 6) et de traitement (RP 10).

L'ONUSIDA mettra en œuvre les actions suivantes pour atteindre ce résultat principal.

- Générer et diffuser largement des données, des informations et des analyses fiables et actualisées sur les tendances mondiales, régionales et nationales concernant l'épidémie, son impact et les ripostes nationales (Secrétariat).
- Appuyer les efforts de recherche pour faire progresser les connaissances afin d'arriver à une riposte efficace, y compris la recherche sur les vaccins, les microbicides, les questions opérationnelles et les processus de gestion des connaissances (OMS).
- Renforcer les systèmes de surveillance à tous les niveaux (OMS).
- Harmoniser les approches de suivi et d'évaluation à tous les niveaux (Secrétariat).
- Aider les pays à élaborer et mettre en œuvre un système national de suivi et d'évaluation (Banque mondiale).
- Élaborer des méthodes et fournir des orientations pour le suivi et l'évaluation des programmes sur le lieu de travail (OIT).
- Promouvoir un partage du savoir afin d'améliorer la connaissance des relations entre VIH, SIDA et éducation (UNESCO).
- Améliorer l'intégration de la question des réfugiés, des personnes retournant dans leur pays après une longue absence et des autres populations dont le HCR a pour mission de s'occuper dans l'élaboration des stratégies nationales et sous-régionales (HCR).
- Générer des éléments concrets à l'appui de la programmation commune dans les domaines prioritaires (Secrétariat, Interinstitutions).

Les fonds alloués aux actions de l'ONUSIDA pour atteindre ce résultat principal représentent US\$ 40,6 millions (budget de base), US\$ 22,4 millions (budget supplémentaire) et US\$ 7,9 millions (ressources propres des coparrainants allouées à ce domaine d'activité).

15. Mobilisation des ressources, suivi et estimation des besoins

Résultat principal : L'ONUSIDA promouvra la mobilisation et l'utilisation des ressources financières des budgets nationaux, des pays donateurs, des organisations non gouvernementales et intergouvernementales, des entités caritatives, du secteur privé et des particuliers allouées à la riposte contre le VIH et le SIDA.

Indicateurs de réalisation

1. Augmentation des financements internationaux alloués à la prévention, au traitement et à la recherche en rapport avec le SIDA (ventilés).
2. Augmentation du nombre de pays qui entreprennent des évaluations des dépenses nationales.
3. Nombre de pays qui déclarent une ligne budgétaire allouée à la lutte contre le SIDA soit dans les budgets ministériels soit dans les programmes de développement national.

Depuis le début de l'épidémie, l'inadéquation des ressources financières consacrées aux activités de lutte contre le SIDA a entravé la mise en œuvre d'une riposte efficace. Avec l'augmentation du taux de nouvelles

infections et du nombre de personnes nécessitant un traitement antirétroviral, les besoins financiers pour mettre en place une riposte valable vont augmenter. En particulier, une incapacité à investir dans des programmes de prévention basés sur le concret conduira à l'avenir à des demandes de ressources pour le traitement et la prise en charge écrasantes et insoutenables.

Bien que la communauté mondiale ait substantiellement accru les montants alloués à la lutte contre le SIDA, les niveaux de financements demeurent insuffisants. Si les tendances actuelles des dépenses se poursuivent, le monde sera très loin de fournir les montants nécessaires en 2007 pour atteindre les objectifs de couverture d'une riposte complète.

La réalisation des Objectifs de développement pour le Millénaire et des objectifs de prévalence de la Déclaration dépend de la mobilisation de ressources financières substantiellement plus importantes. L'essentiel des fonds nécessaires pour combler l'insuffisance des ressources devra venir des donateurs internationaux.

L'ONUSIDA mettra en œuvre les actions suivantes pour atteindre ce résultat principal.

- Élaborer des estimations cohérentes des besoins de ressources au niveau mondial et renforcer les capacités de travail pour évaluer le coût des actions de prévention, de traitement et de prise en charge (Secrétariat).
- Entreprendre un plaidoyer efficace pour mobiliser les ressources financières nécessaires pour une riposte efficace sur la base des projections relatives aux besoins de ressources (Secrétariat).
- Utiliser le leadership et le plaidoyer du Programme commun pour appuyer la mise en œuvre et le respect des « trois principes » dans la mobilisation de ressources, le suivi et l'estimation des besoins (Secrétariat).
- Améliorer la coordination des donateurs et des parties prenantes par le biais de mécanismes tels que les partenariats et les campagnes de mobilisation des ressources en collaboration avec les gouvernements, les donateurs et les organismes des Nations Unies par l'intermédiaire du système du Coordonnateur résident (PNUD).
- Aider les pays à intégrer la question du SIDA dans les instruments de développement, y compris les mécanismes à l'appui de la mobilisation de ressources via un allègement de la dette pour aider à financer la riposte contre l'épidémie (PNUD).
- Améliorer l'efficacité, l'efficacé et le rythme de mise en œuvre des programmes de lutte contre le SIDA par le biais de l'élargissement de la couverture des financements des donateurs (Banque mondiale).
- Mobiliser des ressources complémentaires pour les enfants affectés par le SIDA par le biais de la Campagne mondiale et des instruments de développement tels que les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (UNICEF).
- Mobiliser davantage de ressources pour les initiatives qui concernent les composantes alimentation et nutrition des actions de lutte contre le SIDA (PAM).
- Augmenter l'allocation des ressources pour les questions concernant le SIDA et les réfugiés, les personnes retournant dans leur pays après une longue absence et autres populations mobiles et déplacées en renforçant la sensibilisation et en intégrant de tels programmes dans les plans stratégiques régionaux, sous-régionaux et nationaux de lutte contre le SIDA (HCR).
- Améliorer les capacités des mandants tripartites de l'OIT et d'autres parties prenantes concernées à mobiliser des ressources pour la riposte contre le SIDA dans le monde du travail (OIT).

Les fonds alloués aux actions de l'ONUSIDA pour atteindre ce résultat principal représentent US\$ 17,9 millions (budget de base), US\$ 15 millions (budget supplémentaire) et US\$ 11,2 millions (ressources propres des coparrainants allouées à ce domaine d'activité).

16. Ressources humaines et techniques

Résultat principal : L'ONUSIDA travaillera pour garantir la capacité de tous les pays le nécessitant, indépendamment de la prévalence du VIH, à *recenser, accéder et utiliser les ressources techniques et humaines pour les activités prioritaires de lutte contre le SIDA.*

Indicateurs de résultat

1. Nombre de pays déclarant des demandes de subventions approuvées (Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, et autres donateurs) et dans lesquels les montants effectivement décaissés au profit de la riposte augmentent.
2. Augmentation du nombre de plans d'appui à la mise en œuvre de la lutte contre le SIDA des Nations Unies dotés d'un plan d'assistance technique pour répondre aux besoins des pays.

L'un des principaux facteurs qui handicapent la capacité à accélérer la mise en œuvre et l'élargissement des programmes essentiels de lutte contre le SIDA est l'insuffisance extrême des ressources techniques et humaines dans de nombreux pays. L'impact du caractère limité des ressources humaines touche pratiquement tout l'éventail des domaines d'activités du plan de travail intégré. Pour 2006-2007 le Programme commun accentuera ses efforts pour préserver, créer et soutenir les capacités nationales à riposter efficacement contre le SIDA. Parallèlement à la création et au renforcement des capacités institutionnelles et en capital humain, une action coordonnée de première importance sera mise en place pour garantir un accès en temps voulu et ciblé des pays à une expertise extérieure appropriée, y compris des échanges et un partage des expériences au niveau interrégional.

L'ONUSIDA mettra en œuvre les actions suivantes pour atteindre ce résultat principal.

- Utiliser le leadership et le plaidoyer du Programme commun pour appuyer la mise en œuvre et le respect des « trois principes » dans la coordination et le renforcement des ressources humaines et techniques (Secrétariat).
- Appuyer les mesures visant à renforcer la gestion et le développement des capacités institutionnelles et humaines à l'appui d'une riposte élargie, y compris par le biais de l'Initiative Capacités pour l'Afrique australe (PNUD).
- Renforcer la gestion et le développement des capacités humaines, en mettant l'accent sur les secteurs de l'éducation et de la santé, sur le développement rural, la production de nourriture et l'économie informelle (OIT).
- Mobiliser davantage de ressources pour les programmes portant sur l'alimentation et la nutrition nécessaires pour une riposte élargie (PAM).
- Mettre en place et aider au fonctionnement efficace d'installations régionales pour l'appui technique afin de permettre la fourniture en temps voulu des compétences techniques pour répondre aux besoins des pays (Secrétariat, Interinstitutions).
- Faciliter l'accès des partenaires nationaux à des ressources humaines et techniques supplémentaires ainsi qu'une utilisation plus efficaces des ressources disponibles pour répondre aux besoins prioritaires afin de lutter contre l'épidémie de SIDA et son impact (Secrétariat).

Les fonds alloués aux actions de l'ONUSIDA pour atteindre ce résultat principal représentent US\$ 29,4 millions (budget de base), US\$ 13,2 millions (budget supplémentaire) et US\$ 7,4 millions (ressources propres des coparrainants allouées à ce domaine d'activité).

III. Plans de Travail – Coparrainants, Secrétariat et activités interinstitutions

Le plan de travail intégré de l'exercice biennal de l'ONUSIDA recense les avantages comparatifs de chaque coparrainant pour maximiser le leadership, l'efficacité et l'ampleur des efforts du Programme commun afin de renforcer la riposte mondiale. Les diverses activités du Secrétariat et des coparrainants de l'ONUSIDA sont coordonnées sous la houlette des Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA dans plus de 130 pays. Le mécanisme de l'organisme coordonnateur s'est révélé fondamentalement utile pour promouvoir une coordination et une planification stratégiques dans des domaines thématiques clés entre les organismes des Nations Unies et les partenaires extérieurs.

Cette section résume les activités planifiées et les allocations budgétaires pour chaque coparrainant et pour le Secrétariat dans le cadre du budget-plan de travail intégré pour 2006-2007. Elle fournit par ailleurs des informations similaires sur les activités interinstitutions collectives planifiées pour l'exercice biennal. Les Tableaux 2-A et 2-B offrent une vision d'ensemble des ressources combinées du budget de base, des budgets supplémentaires et des ressources propres des coparrainants par zone géographique. La Figure 5 montre l'évolution des fonds alloués sur le budget de base par région et au niveau mondial. Des informations complémentaires sur les résultats clés de chacun des coparrainants et du Secrétariat, sur la stratégie pour les atteindre et sur les indicateurs de réalisation sont incluses dans l'annexe 1.

Tableau 2-A : Répartition du budget de base, des budgets supplémentaires et des ressources des coparrainants par unité de gestion régionale et mondiale (en milliers de dollars des États-Unis)

Organisme	Afrique sub-saharienne	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Asie et Pacifique*	Europe et Asie centrale	Amériques	Monde	Total
HCR	2 400	1 150	1 400	650	300	7 300	13 200
UNICEF	18 405	3 095	13 211	4 903	5 436	44 750	89 800
PAM	3 350	1 031	2 835	516	516	12 376	20 624
PNUD	18 934	3 787	8 994	4 734	5 680	18 271	60 400
UNFPA	34 226	1 590	20 818	4 448	4 662	15 456	81 200
ONUDC	1 900	1 900	8 300	8 000	1 900	11 500	33 500
OIT	10 000	2 900	6 200	4 500	4 400	10 500	38 500
UNESCO	7 774	1 323	3 262	879	2 326	14 136	29 700
OMS	49 755	3 350	17 675	6 975	10 600	38 525	126 880
Banque mondiale	16 950	812	5 335	2 550	3 333	28 452	57 432
Secrétariat	20 400	6 000	15 000	10 000	9 000	80 000	140 400
Inter-institutions	46 200	5 500	21 700	13 500	12 000	6 700	105 600
Total	230 294	32 438	124 730	61 655	60 153	287 966	797 236

Nb : la répartition des ressources indiquée dans ce tableau est légèrement différente de celle communiquée dans le document du CCP UNAIDS/PCB(17)05.4 en raison d'un ajustement technique au niveau de la répartition des ressources de la Banque mondiale.

* hors Asie centrale

Figure 5.

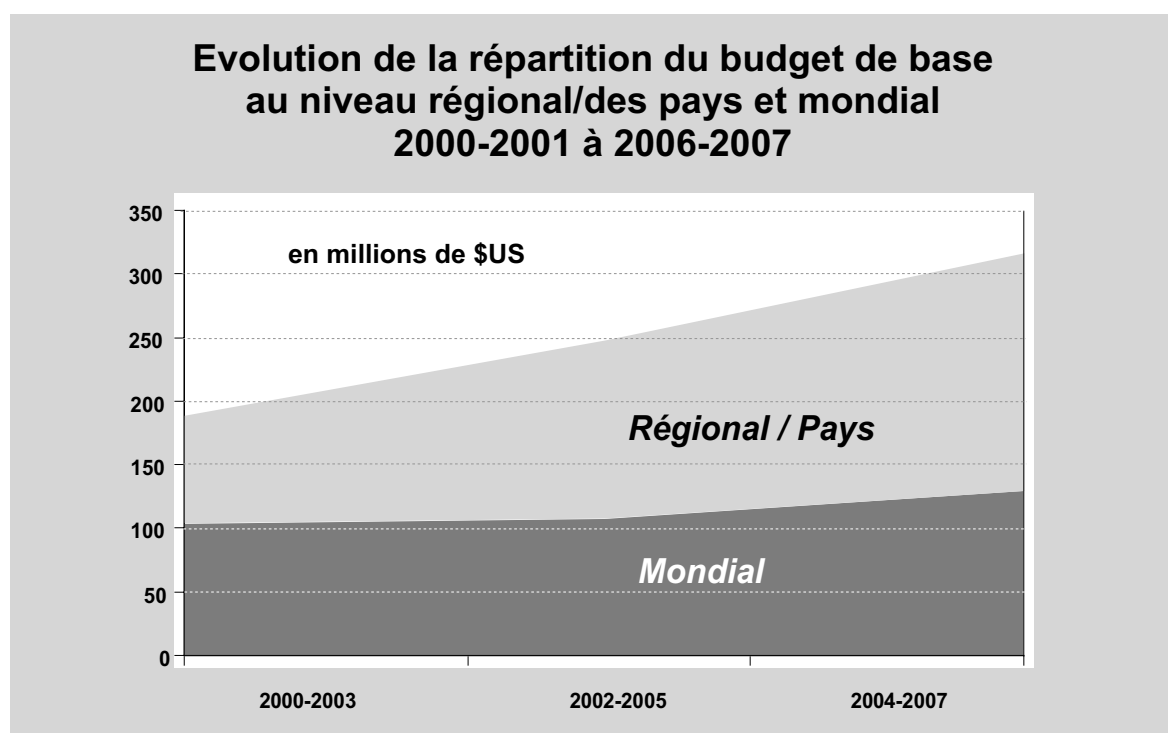


Tableau 2-B : Répartition des ressources régionales du BPTI par organisme (budget de base, budgets supplémentaires et ressources des coparrainants) (en milliers de dollars des États-Unis)

Organisme	Afrique sub-saharienne	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Asie et Pacifique	Europe et Asie centrale	Amériques	Monde
HCR	2 400	1 150	1 400	650	300	5 900
UNICEF	18 405	3 095	13 211	4 903	5 436	45 050
PAM	3 350	1 031	2 835	516	516	8 248
PNUD	18 934	3 787	8 994	4 734	5 680	42 129
UNFPA	34 226	1 590	20 818	4 448	4 662	65 744
ONUDC	1 900	1 900	8 300	8 000	1 900	22 000
OIT	10 000	2 900	6 200	4 500	4 400	28 000
UNESCO	7 774	1 323	3 262	879	2 326	15 564
OMS	49 755	3 350	17 675	6 975	10 600	88 355
Banque mondiale	16 950	812	5 335	2 550	3 333	28 980
Secrétariat	20 400	6 000	15 000	10 000	9000	98 900
Inter-institutions	46 200	5 500	21 700	13 500	12 000	60 400
Total	230 294	32 438	124 730	61 655	60 153	509 270
Pourcentage	45 %	6 %	25 %	12 %	12 %	100 %

1. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

Le HCR est l'organisme désigné du système des Nations Unies qui conduit et coordonne l'action internationale visant à protéger les réfugiés et à résoudre les problèmes liés à ce groupe de population à travers le monde. Outre les réfugiés, le HCR fournit également son assistance aux personnes se trouvant dans des situations aussi désespérées qui ne disposent pas du statut juridique de réfugiés et ne bénéficient pas en conséquence des protections ou secours normaux. Intervenant dans 116 pays, le HCR fournit actuellement son aide à 17 millions de personnes environ.

Les programmes de lutte contre le VIH du HCR, dernier coparrainant en date de l'ONUSIDA, sont devenus plus complets ces dernières années, intégrant le conseil et le test volontaires, la prévention de la transmission mère-enfant du VIH et d'autres composantes programmatiques. Le HCR travaille activement pour faire disparaître le mythe selon lequel les réfugiés augmentent le risque de transmission du virus dans leurs communautés d'accueil.

En 2006-2007, le HCR entend atteindre les résultats clés suivants.

1. Inclure et intégrer la question du SIDA et des droits de la personne des réfugiés et autres populations dont le HCR a pour mission de s'occuper par le biais d'une mise en œuvre efficace des politiques et des normes de protection du HCR.
2. Accroître l'inclusion et l'intégration des réfugiés, des personnes retournant dans leur pays après une longue absence et d'autres populations dont le HCR a pour mission de s'occuper dans les stratégies, propositions et initiatives de lutte contre le SIDA sous-régionales et nationales, parallèlement à un accroissement correspondant des ressources au niveau mondial, au plan régional et à l'échelon national.
3. Améliorer la mise en œuvre d'interventions de lutte contre le SIDA multisectorielles et intégrées destinées aux réfugiés et autres populations dont le HCR a pour mission de s'occuper.

Tableau 3. Budget résumé 2006-2007 du HCR en milliers de dollars des États-Unis (par résultat clé)

Résultats clés		Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
1	VIH/SIDA, droits de l'homme et protection	500	250	1 250	2 000
2	Intégration et mobilisation des ressources	900	250	1 800	2 950
3	Mise en œuvre des interventions contre le VIH/SIDA	2 000	250	6 000	8 250
Total		3 400	750	9 050	13 200

Tableau 4. Budget résumé 2006-2007 du HCR en milliers de dollars des États-Unis (par région)

Région	Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
Monde	1 700	300	5 300	7 300
Afrique subsaharienne	600	200	1 600	2 400
Moyen-Orient et Afrique du Nord	300	100	750	1 150
Asie et Pacifique	500	100	800	1 400
Europe et Asie centrale	200	50	400	650
Amériques	100	-	200	300
Total	3 400	750	9 050	13 200

Le budget supplémentaire proposé permettrait au HCR de mettre en œuvre une campagne de sensibilisation au SIDA dans des programmes spécifiques de rapatriement et de réintégration en Afrique, de développer le travail de plaidoyer pour promouvoir l'intégration d'un traitement antirétroviral pour les réfugiés dans les programmes nationaux de lutte contre le SIDA en Afrique et de mettre en œuvre le Système d'information sur le VIH du HCR dans des pays hôtes accueillant une population significative de réfugiés en Afrique et en Asie.

2. Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)

L'UNICEF poursuit des stratégies globales pour protéger et promouvoir le bien-être des enfants du monde. La lutte contre le VIH et le SIDA a été recensée par le conseil d'administration de l'UNICEF comme l'une de ses priorités absolues, parallèlement à l'éducation des filles, la vaccination, la protection de l'enfant et de la petite enfance.

Coparrainant de l'ONUSIDA dès l'origine, l'UNICEF promeut des mesures efficaces de prévention du VIH pour les jeunes, de prévention de la transmission mère-enfant du virus, des traitements et des soins pour les enfants et les familles, et soutient les orphelins et autres enfants vulnérables. Les efforts de l'UNICEF se sont focalisés sur l'élaboration du *Cadre pour la protection, les soins et le soutien aux orphelins et enfants vulnérables vivant dans un monde avec le VIH et SIDA* qui a réuni différents partenaires autour d'un ordre du jour commun afin d'atténuer l'impact de l'épidémie sur les enfants et les familles.

En 2006-2007, l'UNICEF entend atteindre les résultats clés suivants.

1. Accroître l'accès et l'utilisation de la prévention, de l'information, des compétences et des services nécessaires pour réduire la vulnérabilité des adolescents au SIDA.
2. Accroître le pourcentage d'enfants affectés par le SIDA qui reçoivent un appui et une protection du fait de l'application de plans d'action nationaux facilitée par les efforts des partenaires.
3. Mettre en œuvre et suivre les plans nationaux basés sur le concret pour fournir des traitements et des soins aux nourrissons infectés par le VIH et aux femmes qui participent à des programmes de prévention de la transmission mère-enfant du virus, dans le cadre de l'élargissement et de l'intensification d'actions globales de traitement et de prévention.

Tableau 5. Budget résumé 2006-2007 de l'UNICEF en milliers de dollars des États-Unis (par résultat clé)

Résultats clés		Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
1	Prévention parmi les adolescents	4 950	12 250	5 250	22 450
2	Enfants affectés par le VIH/SIDA	7 920	19 600	8 400	35 920
3	Soins et appui	6 930	17 150	7 350	31 430
Total		19 800	49 000	21 000	89 900

Tableau 6. Budget résumé 2006-2007 de l'UNICEF en milliers de dollars des États-Unis (par région)

Région	Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
Monde	5 666	25 529	13 555	44 750
Afrique subsaharienne	5 404	8 624	4 377	18 405
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1 100	1 617	378	3 095
Asie et Pacifique	3 971	7 350	1 890	13 211
Europe et Asie centrale	1 810	2 793	300	4 903
Amériques	1 849	3 087	500	5 436
Total	19 800	49 000	21 000	89 800

Concernant le résultat clé numéro un, le *budget supplémentaire* permettra à l'UNICEF d'élargir sa couverture et d'accroître l'impact mesurable à l'échelon des pays, par exemple pour soutenir la programmation d'actions contre le SIDA ciblant les adolescents particulièrement vulnérables dans 20 pays supplémentaires. Pour le résultat clé numéro deux, le budget supplémentaire permettra à l'UNICEF d'aider l'Angola, le Botswana, le Burundi, l'Érythrée, la République démocratique du Congo, Madagascar, le Soudan du Sud et certains pays d'Afrique occidentale à entreprendre des évaluations de la situation des enfants et du SIDA, et de planifier une riposte ayant pour but de mettre en œuvre des plans d'action nationaux dont les coûts ont été évalués. Pour le résultat clé numéro trois, le budget supplémentaire permettra un renforcement de l'efficacité des programmes par le biais de leur évaluation continue, d'examen des stratégies et d'une budgétisation renforcée. Cela aura pour but de supprimer les obstacles entravant les programmes visant à atteindre les objectifs fixés pour 2010 lors de la Session extraordinaire sur le VIH/SIDA de l'Assemblée générale des Nations Unies dans différents domaines : prévention de l'infection des enfants et accroissement de l'accès aux soins, à l'appui et au traitement pour les femmes enceintes et les enfants dans les 34 pays qui représentent 91 % du fardeau total que le VIH fait peser sur les femmes.

3. Programme alimentaire mondial (PAM)

Le PAM est le fer de lance de la lutte des Nations Unies contre la faim dans le monde. En 2003, le Programme a nourri 104 millions de personnes dans 81 pays, y compris la majorité des réfugiés de la planète et des personnes déplacées au sein de leur pays.

Le PAM a joué un rôle primordial dans la sensibilisation accrue au rôle de l'alimentation et de la nutrition dans la riposte contre le SIDA et dans la gestion de ce paramètre sur le terrain – lien qui est devenu particulièrement visible pendant la crise alimentaire qui a frappé l'Afrique australe en 2002. La faim rend les personnes vivant avec le VIH plus vulnérables aux infections opportunistes et peut mettre les personnes face à un risque d'infection en les contraignant à avoir des rapports sexuels en échange des produits de base dont elles ont besoin. L'un des effets les plus graves de l'épidémie est l'érosion régulière des secteurs agricoles dans bon nombre de pays durement touchés. L'approbation par le CCP du PAM en tant que coparrainant de l'ONUSIDA correspond à une reconnaissance officielle du fait qu'une riposte efficace contre le SIDA requiert des efforts intensifs et soutenus pour promouvoir la sécurité alimentaire.

En 2006-2007, le PAM entend atteindre les résultats clés suivants.

1. Sensibiliser davantage au rôle de l'alimentation et de la nutrition dans les programmes de lutte contre le SIDA et la tuberculose, en faisant particulièrement attention d'atteindre les enfants et les populations vulnérables.
2. Augmenter les ressources allouées aux composantes alimentation et nutrition des programmes de lutte contre le SIDA.
3. Multiplier les programmations axées sur l'alimentation et la nutrition au sein des ripostes mondiales, régionales et nationales contre le SIDA.

Tableau 7. Budget résumé 2006-2007 du PAM en milliers de dollars des États-Unis (par résultat clé)

Résultats clés		Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
1	Sensibilisation accrue au rôle de l'alimentation et de la nutrition dans la lutte contre le VIH et le SIDA	1 000	165	2 503	3 668
2	Accroissement des ressources	1 000	280	3 959	5 239
3	Renforcement de la programmation axée sur l'alimentation et la nutrition	2 000	655	9 062	11 717
Total		4 000	1 100	15 524	20 624

Tableau 8. Budget résumé 2006-2007 du PAM en milliers de dollars des États-Unis (par région)

Région	Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
Monde	2 400	660	9 316	12 376
Afrique subsaharienne	650	178	2 522	3 350
Moyen-Orient et Afrique du Nord	200	55	776	1 031
Asie et Pacifique	550	151	2 134	2 835
Europe et Asie centrale	100	28	388	516
Amériques	100	28	388	516
Total	4 000	1 100	15 524	20 624

Le budget supplémentaire permettrait au PAM d'élargir l'envergure de la recherche opérationnelle couvrant des thèmes tels que l'utilisation de la nourriture comme facteur aidant à mieux respecter les traitements contre le SIDA, le rôle des filets de sécurité liés à l'alimentation dans la prévention, la réduction de la vulnérabilité, l'atténuation de l'impact, les soins et l'appui. Les ressources complémentaires permettront également au PAM d'élargir ses efforts visant à renforcer les capacités nationales de programmation d'une riposte contre le SIDA et la tuberculose s'appuyant sur l'alimentation et de programmation de l'alimentation des enfants affectés par le SIDA en milieu scolaire.

4. Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Coparrainant de l'ONUSIDA de la première heure, le PNUD personifie le réseau de développement des Nations Unies. Le PNUD travaille sur le terrain dans 166 pays pour renforcer les capacités nationales et aider les nations à dépasser les obstacles au développement. Dans les pays, le Représentant Résident du PNUD intervient habituellement comme Coordonnateur résident des Nations Unies, aidant à promouvoir la cohérence et l'efficacité stratégiques de l'ensemble des activités du système des Nations Unies à l'échelon des pays.

En 2006-2007, le PNUD entend atteindre les résultats clés suivants.

1. Développement du leadership et des capacités des gouvernements, de la société civile, des partenaires de développement, des communautés et des personnes – y compris les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec le VIH – à riposter efficacement contre l'épidémie grâce à des engagements et des partenariats/une coordination accrues.
2. Mise en œuvre de ripostes contre le SIDA dans le cadre d'actions communautaires, de district et nationales multisectorielles et à tous les niveaux qui intègrent la question du SIDA (y compris la question de la sexospécificité) dans les plans, budgets et instruments de développement national – y compris les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, les cadres de dépenses à moyen terme – et dans les politiques et les programmes sectoriels.
3. Réduction de la stigmatisation et de la discrimination, meilleure protection des droits des femmes, des jeunes filles et des groupes vulnérables grâce au plaidoyer, à la communication et à la réforme des législations.
4. Renforcement des capacités humaines et institutionnelles pour améliorer les programmes de lutte contre le SIDA dans les pays les moins développés et/ou les plus durement touchés.
5. Appui au système du Coordonnateur résident des Nations Unies pour mettre en œuvre des cadres d'aide au développement de l'ONU et des plans d'appui à la mise en œuvre de la riposte dans les pays des Nations Unies, et pour renforcer les partenariats afin d'améliorer les principes d'une autorité nationale unique chargée de la lutte contre le SIDA et d'un cadre d'action unique multisectoriel convenu.

Tableau 9. Budget résumé 2006-2007 du PNUD en milliers de dollars des États-Unis (par résultat clé)

Résultats clés		Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
1	Leadership et capacités	3 190	3 910	8 000	15 100
2	Mise en œuvre de la riposte contre le SIDA	3 190	3 910	8 000	15 100
3	Stigmatisation et discrimination	2 552	3 130	6 400	12 082
4	Capacités humaines et institutionnelles	3 190	3 910	8 000	15 100
5	Système du Coordonnateur résident des Nations Unies	638	780	1 600	3 018
Total		12 760	15 640	32 000	60 400

Tableau 10. Budget résumé 2006-2007 du PNUD en milliers de dollars des États-Unis (par région)

Région	Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
Monde	3 860	4 731	9 680	18 271
Afrique subsaharienne	4 000	4 902	10 032	18 934
Moyen-Orient et Afrique du Nord	800	981	2 006	3 787
Asie et Pacifique	1 900	2 329	4 765	8 994
Europe et Asie centrale	1 000	1 226	2 508	4 734
Amériques	1 200	1 471	3 009	5 680
Total	12 760	15 640	32 000	60 400

Le budget supplémentaire permettrait au PNUD d'élargir et d'intensifier sa riposte, d'élargir les partenariats et d'étendre la couverture des pays et des communautés qui bénéficient d'un appui dans les domaines suivants : renforcement du leadership et des capacités, création d'une riposte à tous les niveaux, multisectorielle et à large assise, renforcement des capacités pour un accès durable aux médicaments antirétroviraux, plaidoyer, communication et droits de la personne, et développement des capacités humaines et institutionnelles. Il permettra également au PNUD d'élargir la couverture des pays dans lesquels le système du Coordonnateur résident des Nations Unies et les Équipes de pays des Nations Unies sont appuyés pour renforcer la riposte du système des Nations Unies contre le SIDA à l'échelon des pays.

5. Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)

En tant que coparrainant de l'ONUSIDA dès sa création, l'UNFPA a fait de la prévention du VIH une priorité institutionnelle. Parce qu'il est la première source internationale de financement pour les programmes axés sur la population et la santé reproductive de la planète, le Fonds des Nations Unies pour la Population positionne son travail dans le cadre du renforcement des liens qui existent entre santé sexuelle et reproductive et SIDA en se concentrant sur trois domaines prioritaires : prévention du VIH parmi les jeunes, y compris par le biais de partenariats jeunes/adultes, programmation complète des préservatifs (aussi bien pour les préservatifs masculins que féminins) et prévention du virus chez les femmes et les jeunes filles (via un rôle double de prévention de l'infection chez les femmes et les filles et de prise en compte des besoins en matière de santé sexuelle et reproductive des femmes et des adolescentes séropositives au VIH).

En 2006-2007, l'UNFPA entend atteindre les résultats clés suivants.

1. Mettre en place et/ou améliorer des politiques et des programmes sensibles aux besoins des jeunes qui (a) renforcent les initiatives nationales de prévention du VIH, en particulier pour les jeunes en situation de vulnérabilité, et (b) donnent aux jeunes les moyens de participer efficacement à l'enraiment de l'épidémie.
2. Renforcer la mise en œuvre d'une programmation complète des préservatifs comme moyen permettant de prévenir l'infection à VIH en mettant l'accent sur (a) la promotion d'une protection double (contre la maladie et contre les grossesses non désirées), (b) l'intensification de la programmation des préservatifs féminins, (c) le renforcement de l'accès des jeunes aux préservatifs masculins et féminins, et (d) la sécurité des produits de santé dans les situations de crise humanitaire.
3. Intensifier l'action dans les pays par le biais de politiques et de programmes qui traitent de la question des femmes, des filles et du SIDA, en mettant l'accent sur (a) les liens entre SIDA et santé sexuelle et reproductive, (b) la prévention du VIH chez les jeunes femmes et les filles, et (c) les besoins en matière de santé sexuelle et reproductive des femmes et des adolescentes séropositives au VIH.

Tableau 11. Budget résumé 2006-2007 de l'UNFPA en milliers de dollars des États-Unis (par résultat clé)

Résultats clés		Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
1	Jeunes	8 400	12 000	10 000	30 400
2	Programmation complète des préservatifs	4 400	20 000	9 000	33 400
3	Femmes, filles et SIDA	4 400	6 000	7 000	17 400
Total		17 200	38 000	26 000	81 200

Tableau 12. Budget résumé 2006-2007 de l'UNFPA en milliers de dollars des États-Unis (par région)

Région	Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
Monde	5 160	1 976	8 320	15 456
Afrique subsaharienne	3 850	20 596	9 780	34 226
Moyen-Orient et Afrique du Nord	690	380	520	1 590
Asie et Pacifique	3 850	12 388	4 580	20 818
Europe et Asie centrale	2 000	1 178	1 270	4 448
Amériques	1 650	1 482	1 530	4 662
Total	17 200	38 000	26 000	81 200

Le budget supplémentaire aurait le plus gros impact sur le niveau de la couverture nationale et régionale des actions de l'UNFPA en 2006-2007. Il permettra au Fonds des Nations Unies pour la Population de catalyser et d'appuyer davantage des actions visant à renforcer les liens existant entre la santé sexuelle et reproductive et le VIH et le SIDA comme le souligne le New York Call to Commitment. Les financements supplémentaires faciliteront : une action accélérée à l'appui de et en partenariat avec la Coalition mondiale sur les femmes et le SIDA, le conseil et le test volontaires et la prévention des infections parmi les jeunes femmes et les adolescentes, l'appui technique pour la mise en œuvre d'un cadre de services permettant de répondre aux besoins en matière de santé sexuelle et reproductive des femmes séropositives au VIH, le renforcement des capacités nationales en matière de programmation complète des préservatifs en particulier via le développement de l'initiative sur les préservatifs féminins, et la poursuite du renforcement des capacités régionales et nationales à fournir et à mesurer la couverture des programmes de lutte contre le SIDA élargis et intensifiés basés sur le concret et destinés aux jeunes.

6. Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime met en œuvre de manière intégrée les programmes de lutte contre la drogue et le crime du Secrétariat de l'ONU en s'occupant du contrôle des drogues, de la prévention du crime et de la prévention du terrorisme dans le cadre du développement durable et de la sécurité humaine. Coparrainant de l'ONUSIDA depuis 1999, l'ONUDC aide les gouvernements et les organisations non gouvernementales à élaborer et à mettre en œuvre des programmes complets de prévention et de prise en charge du VIH destinés aux consommateurs de drogues. L'ONUDC aide aussi les gouvernements à élaborer et à mettre en œuvre des programmes de prévention et de soins du VIH et du SIDA dans les milieux carcéraux, ce qui inclut les prisons, les centres de détention préventive et les maisons de correction pour adolescents. L'ONUDC a commencé à renforcer les capacités des gouvernements et des organisations non gouvernementales à protéger ceux qui ont fait l'objet d'un trafic d'êtres humains afin de prévenir ou de réduire les conséquences sociales et sanitaires de ce trafic, en particulier l'infection à VIH. Basé à Vienne, l'ONUDC dispose de 12 bureaux régionaux et de dix bureaux de pays.

En 2006-2007, l'ONUDD entend atteindre les résultats clés suivants.

1. Accroître et améliorer la couverture des services de prévention et de soins du VIH destinés aux consommateurs de drogues injectables dans les pays dans lesquels l'utilisation de matériels d'injection contaminés à l'occasion de la consommation de drogues est un mode majeur ou potentiellement majeur de transmission du virus.
2. Élaborer une stratégie mondiale convenue de prévention et de soins dans les milieux carcéraux et établir des programmes nationaux de prévention et de soins dans les milieux carcéraux de certains pays.
3. Fournir aux victimes réelles et potentielles du trafic d'êtres humains, en particulier aux femmes et aux filles, une prévention et une prise en charge complètes qui tiennent compte de la sexospécificité dans certains pays d'origine et de destination.

Tableau 13. Budget résumé 2006-2007 de l'ONUDD en milliers de dollars des États-Unis (par résultat clé)

Résultats clés		Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
1	Prévention et soins parmi les consommateurs de drogues injectables	5 000	7 000	4 500	16 500
2	Prévention dans les milieux carcéraux	2 000	5 000	2 500	6 500
3	Trafic d'êtres humains : prévention et prise en charge	1 500	4 000	2 000	7 500
Total		8500	16 000	9000	33 500

Tableau 14. Budget résumé 2006-2007 de l'ONUDD en milliers de dollars des États-Unis (par région)

Région	Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
Monde	2 900	5 500	3 100	11 500
Afrique subsaharienne	500	900	500	1 900
Moyen-Orient et Afrique du Nord	500	900	500	1 900
Asie et Pacifique	2 200	3 900	2 200	8 300
Europe et Asie centrale	1 900	3 900	2 200	8 000
Amériques	500	900	500	1 900
Total	8 500	16 000	9 000	33 500

Le budget supplémentaire serait principalement utilisé pour le renforcement des capacités régionales, l'échange d'expériences et l'élaboration de meilleures pratiques en langues locales dans le domaine de la prévention et de la prise en charge des consommateurs de drogues injectables et dans les milieux carcéraux. Dans le domaine du trafic d'êtres humains, le budget supplémentaire sera essentiellement utilisé pour améliorer la coopération entre pays et entre régions et pour renforcer le plaidoyer.

7. Organisation internationale du Travail (OIT)

Organisme des Nations Unies spécialement chargé du monde du travail, l'OIT promeut la justice sociale et les droits du travail et de la personne reconnus au niveau international. Travaillant avec ses mandants tripartites (gouvernements, entreprises, syndicats), l'OIT formule des normes internationales pour l'emploi et fournit une aide technique dans les domaines liés à sa mission.

Avec un nombre estimé de 26 millions de travailleurs vivant avec le VIH à travers le monde, le coparrainage de l'ONUSIDA par l'OIT traduit la reconnaissance du rôle important du lieu de travail dans la riposte contre l'épidémie. Le Recueil de directives pratiques sur le VIH/SIDA et le monde du travail de l'OIT fournit les directives de lutte contre le VIH/SIDA sur le lieu de travail reconnues au plan international.

En 2006-2007, l'OIT entend atteindre les résultats clés suivants.

1. Renforcer les capacités des mandants tripartites de l'OIT et d'autres parties prenantes concernées à mettre en œuvre des politiques et des programmes sur le lieu de travail, mobiliser des ressources au niveau local et prendre des mesures dans le monde du travail pour appuyer les efforts nationaux visant à réduire la propagation et l'impact de l'épidémie dans le respect des « trois principes ».
2. Élargir et intensifier la mise en œuvre de politiques et de programmes complets de lutte contre le SIDA sur le lieu de travail, intégrant la prévention, les soins et la protection des droits, selon les orientations du Recueil des directives pratiques de l'OIT au niveau national, au plan sectoriel et à l'échelon des entreprises, en accordant une attention particulière aux populations vulnérables.
3. Améliorer les capacités des services d'hygiène du travail et renforcer les partenariats entre le public et le privé, y compris les programmes en direction des communautés, pour élargir l'accès à la protection sociale, au traitement, aux soins et à l'appui.
4. Développer des méthodes basées sur des indicateurs sur le lieu de travail reconnus et fournir des orientations pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre et de l'impact des programmes sur le lieu de travail dans le secteur privé (formel et informel) et le secteur public.
5. Élaborer et mettre en place des mécanismes pour renforcer la gestion et le développement des capacités humaines.

Tableau 15. Budget résumé 2006-2007 de l'OIT en milliers de dollars des États-Unis (par résultat clé)

Résultats clés		Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
1	Capacités des mandants tripartites de l'OIT	2 000	5 000	2 000	9 000
2	Politiques complètes de lutte contre le SIDA sur le lieu de travail	3 000	5 000	5 000	13 000
3	Services d'hygiène du travail et programmes en direction des communautés	1 000	2 000	1 500	4 500
4	Suivi et évaluation de l'impact	1 000	1 500	1 000	3 500
5	Renforcement des capacités humaines	1 500	5 000	2 000	8 500
Total		8 500	18 500	11 500	38 500

Tableau 16. Budget résumé 2006-2007 de l'OIT en milliers de dollars des États-Unis (par région)

Région	Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
Monde	3 500	2 500	4 500	10 500
Afrique subsaharienne	1 500	6 000	2 500	10 000
Moyen-Orient et Afrique du Nord	400	1 500	1 000	2 900
Asie et Pacifique	1 200	3 500	1 500	6 200
Europe et Asie centrale	1 000	2 500	1 000	4 500
Amériques	900	2 500	1 000	4 400
Total	8 500	18 500	11 500	38 500

Le budget supplémentaire permettrait à l'OIT de renforcer son appui au suivi de la mise en œuvre du Recueil de directives pratiques, d'élargir et d'intensifier la mise en œuvre de programmes complets de lutte contre le SIDA sur le lieu de travail comprenant prévention, soins, protection et respect des droits de la personne, et d'étendre la couverture géographique de ces programmes à plus de 20 pays dans cinq régions. S'il peut être totalement mobilisé, le budget supplémentaire permettra à l'OIT d'élargir son appui au niveau communautaire par le biais de partenariats public/privé et d'accroître l'appui au suivi de l'impact de la riposte contre le SIDA sur le lieu de travail dans des petites et moyennes entreprises et dans le secteur informel de l'économie.

8. Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO)

L'UNESCO fonctionne comme un laboratoire d'idées et détermine les normes dans ses domaines de responsabilité. Coparrainant de l'ONUSIDA dès son origine, l'UNESCO se focalise sur le rôle de l'éducation dans la prévention de la transmission du VIH et sur les actions visant à atténuer l'impact de l'épidémie sur les secteurs liés à l'éducation. L'UNESCO est l'organisme coordonnateur des activités interinstitutions entreprises en collaboration par les différentes organisations du système des Nations Unies sur le thème du SIDA et de l'éducation.

En 2006-2007, l'UNESCO entend atteindre les résultats clés suivants.

1. Renforcer l'engagement politique en faveur de ripostes complètes des secteurs liés à l'éducation contre le SIDA.
2. Développer les capacités à concevoir, mettre en œuvre et évaluer des stratégies et des programmes d'information, d'éducation et de communication efficaces pour la prévention du VIH.
3. Améliorer les politiques et les pratiques par le biais du développement, de la promotion et du partage des connaissances sur les relations existantes entre le SIDA et l'éducation.
4. Réduire la stigmatisation et la discrimination, et garantir les droits de l'homme, par le biais de la promotion d'un accès à des services d'information, de santé et d'éducation de qualité pour des populations clés.

Tableau 17. Budget résumé 2006-2007 de l'UNESCO en milliers de dollars des États-Unis (par résultat clé)

Résultats clés		Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
1	Engagement politique en faveur de ripostes complètes des secteurs liés à l'éducation contre le SIDA	2 000	1 200	1 500	4 700
2	Capacités pour une information, une éducation et une communication efficaces	5 000	6 000	5 200	16 200
3	Connaissance des liens entre SIDA et éducation	1 100	900	1 200	3 200
4	Réduction de la stigmatisation et de la discrimination	1 500	2 000	2 100	5 636
Total		9 600	10 100	10 000	29 700

Tableau 18. Budget résumé 2006-2007 de l'UNESCO en milliers de dollars des États-Unis (par région)

Région	Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
Monde	4 473	4 683	4 980	14 136
Afrique subsaharienne	3 015	2 610	2 149	7 774
Moyen-Orient et Afrique du Nord	407	406	510	1 323
Asie et Pacifique	732	1 144	1 386	3 262
Europe et Asie centrale	250	309	320	879
Amériques	723	948	655	2 326
Total	9 600	10 100	10 000	29 700

Le budget supplémentaire permettrait à l'UNESCO d'augmenter le nombre de versions en langues appropriées des matériels conçus pour appuyer des ripostes complètes des secteurs liés à l'éducation, en particulier dans l'effort visant à atteindre les populations rurales et les autres groupes marginalisés, et élargir l'appui aux régions qui habituellement ne seraient pas considérées comme prioritaires, comme les États arabes par exemple et certaines parties d'Amérique latine, aller au-delà des 15 pays prévus pour participer à l'Initiative mondiale VIH/SIDA et éducation, élargir la recherche opérationnelle sur le SIDA et l'éducation, accélérer la mise en œuvre de politiques de lutte contre le SIDA sur le lieu de travail dans les écoles et autres lieux d'enseignement.

9. Organisation mondiale de la Santé (OMS)

L'OMS est l'organisation phare du système des Nations Unies pour ce qui concerne les questions de santé. Créée en 1948, l'OMS a pour mission d'aider toutes les personnes à atteindre les normes de santé les plus élevées possibles. L'Organisation est gouvernée par 192 États membres siégeant à l'Assemblée mondiale de la Santé. Outre son siège basé à Genève, l'OMS exerce ses activités par l'intermédiaire de six bureaux régionaux et travaille avec les ministères de la Santé et autres organisations du secteur de la santé dans plus de 160 pays à travers le monde.

L'OMS appuie la riposte contre le SIDA en organisant le plaidoyer, en facilitant l'élaboration de normes et de standards globaux approuvés au niveau international, en promouvant la recherche sur de nouvelles méthodes et de nouvelles technologies pour lutter contre le SIDA, en renforçant les systèmes de surveillance, en élaborant et en diffusant des outils et des directives techniques et scientifiques basés sur le concret, et en fournissant une aide technique de large envergure aux pays.

L'OMS promeut une approche de santé publique globale face au SIDA qui inclut la prévention et le traitement dans le cadre d'un ensemble de services. L'OMS s'est fixé pour mission d'aider les pays à renforcer les capacités de leur secteur de la santé à fournir des services complets de prévention, de traitement et de soins qui sont intégrés dans la fourniture de services de santé globaux. L'accent est en particulier mis sur le développement des ressources humaines par le biais d'un appui à la formation et à la planification du personnel de santé, et sur l'aide aux pays pour faire face à l'impact du SIDA sur les ressources humaines dans le secteur de la santé.

Dans le cadre de ses travaux sur le SIDA, l'OMS est le coparrainant de l'ONUSIDA qui conduit l'initiative « 3 millions d'ici 2005 ». En 2006-2007, l'OMS continuera de diriger les efforts d'amélioration de l'accès au traitement et aux soins de l'ONUSIDA en plaidant en faveur d'un élargissement et d'une intensification des programmes de traitement et de prévention, en développant et améliorant les directives de traitement, en préqualifiant les médicaments du VIH et en aidant activement les pays à renforcer leur secteur de la santé afin qu'ils puissent fournir des services de traitement et de prévention complets. L'OMS continuera de fournir des informations stratégiques et un appui technique aux pays sur la gestion de la chaîne de fourniture et d'approvisionnement pour garantir une fourniture ininterrompue de médicaments, d'outils de diagnostic et d'autres biens en rapport avec le VIH.

Le SIDA est l'une des priorités de l'ensemble de l'organisation et les activités en rapport avec le VIH de l'OMS incluent un large éventail d'interventions nécessaires pour une riposte complète contre l'épidémie dans le secteur de la santé. Outre la question du renforcement du secteur de la santé pour fournir de meilleurs services de prévention, de traitement et de soins du VIH, l'OMS s'attaque au SIDA sous les angles suivants : éthique et droits de la personne, sexospécificité, femmes et SIDA, santé reproductive, santé des mères, des enfants et des adolescents, santé mentale et consommation de drogues, surveillance et information stratégique, participation communautaire, santé en milieu scolaire, nutrition, et un certain nombre d'autres domaines importants.

En 2006-2007, l'OMS entend atteindre les résultats clés suivants.

1. Accroissement de l'engagement mondial et national et des ressources financières disponibles pour élargir et intensifier la prévention et le traitement du VIH et du SIDA dans les pays.
2. Appui aux pays pour accélérer la prévention et élargir l'accès au traitement de manière équitable par le biais d'une approche de santé publique.
3. Appui aux pays pour renforcer les capacités de leurs systèmes de santé pour riposter contre le VIH et la SIDA, y compris par le biais d'une participation communautaire accrue.
4. Appui aux pays pour garantir une fourniture ininterrompue de médicaments et de biens liés au VIH.

5. Développement de directives et d'outils normatifs basés sur le concret, y compris par le biais de la recherche sur les innovations technologiques, la recherche opérationnelle et l'évaluation ciblée.
6. Renforcement des systèmes de surveillance mondiaux, régionaux et nationaux.

Tableau 19. Budget résumé 2006-2007 de l'OMS en milliers de dollars des États-Unis (par résultat clé)

Résultats clés		Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
1	Engagement mondial et national et ressources financières pour élargir et intensifier la prévention et le traitement du VIH/SIDA	2 550	7 050	3 085	12 685
2	Accélérer la prévention et élargir l'accès au traitement	5 610	15 510	6 795	27 915
3	Capacités des systèmes de santé	5 100	14 100	6 175	25 375
4	Médicaments et biens liés au VIH	4 590	12 690	5 560	22 840
5	Recherche opérationnelle et évaluation ciblée	4 080	11 280	4 940	20 300
6	Renforcement des systèmes de surveillance	3 570	9 870	4 325	17 765
Total		25 500	70 500	30 880	126 880

Table 20. Budget résumé 2006-2007 de l'OMS en milliers de dollars des États-Unis (par région)

Région	Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
Monde	12 800	15 230	10 495	38 525
Afrique subsaharienne	5 100	33 640	11 015	49 755
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1 150	1 125	1 075	3 350
Asie et Pacifique	3 600	10 010	4 065	17 675
Europe et Asie centrale	1 700	3 235	2 040	6 975
Amériques	1 150	7 260	2 190	10 600
Total	25 500	70 500	30 880	126 880

Le budget supplémentaire représente plus de 57 % de la contribution totale de l'OMS au budget-plan de travail intégré et constitue de loin la composante la plus importante du budget alloué par l'OMS à la lutte contre le SIDA. Les fonds supplémentaires font partie intégrante du processus de planification et de budgétisation de toutes les activités menées contre le SIDA par l'OMS et sont essentiels pour la réalisation de tous les résultats clés et une mise en œuvre efficace de pratiquement toutes les activités à tous les niveaux. Sans budget supplémentaire, l'OMS ne pourrait pas continuer d'appuyer efficacement les efforts d'élargissement et d'intensification de la prévention et du traitement. Ce budget permettra à l'OMS de plaider avec succès auprès des pays pour qu'ils intensifient la prévention, élargissent l'accès au traitement et aux soins, de fournir aux pays l'appui dont ils ont tant besoin pour avoir accès et utiliser efficacement les financements octroyés par le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, et par d'autres sources, d'appuyer et de promouvoir la recherche opérationnelle et la recherche sur les vaccins anti-VIH et autres technologies, de s'attaquer aux questions liées au thème sexospécificité, femmes et SIDA, d'élaborer des directives et des outils normatifs basés sur le concret, et de fournir un appui technique de haut niveau de qualité aux pays pour renforcer la riposte de leur secteur de la santé contre le SIDA

10. Banque mondiale

La mission de la Banque mondiale est de lutter contre la pauvreté et d'améliorer les niveaux de vie dans les pays en développement. En travaillant par l'intermédiaire de cinq institutions étroitement associées qui sont détenues par des pays membres, la Banque réalise sa mission en fournissant des prêts, des conseils en matière de politiques, une assistance technique et des services de partage des connaissances aux pays à revenus faibles et intermédiaires.

La Banque mondiale a considérablement élargi et intensifié son appui technique et financier aux pays en lutte contre le SIDA. Elle est l'un des trois plus importants bailleurs de fonds des programmes de riposte contre l'épidémie. À la fin 2004, elle avait engagé plus de US\$ 2 milliards dans des dons, crédits et prêts au profit de plus de 80 programmes de lutte contre le SIDA à travers le monde. La majorité de ces financements a été fait par l'intermédiaire du Programme plurinational de lutte contre le VIH/SIDA en Afrique qui a engagé plus de US\$ 1.1 milliard au profit de vingt-neuf projets de pays et quatre projets sous-régionaux. En outre, la Banque a engagé US\$ 117,65 millions en faveur de neuf projets de pays et un projet sous-régional dans le cadre du Programme plurinational de prévention et de contrôle du VIH/SIDA pour la région Caraïbe. Outre le Programme mondial de lutte contre le VIH/SIDA mis en place en 2002, et l'Équipe de Campagne SIDA pour l'Afrique, la Banque a établi une unité de coordination de la lutte contre le VIH/SIDA en Asie du Sud. En 2005, la Banque élabore son Global HIV/AIDS Program of Action (plan mondial d'action contre le VIH/SIDA). Les caractéristiques de l'appui de la Banque mondiale sont :

- des prêts flexibles, rapides et accrus pour lutter contre le SIDA,
- des partenariats innovants, en particulier avec la société civile, par exemple, le Programme d'accélération du traitement au Burkina Faso, au Ghana et au Mozambique,
- aider à garantir que le SIDA soit un domaine clé des programmes de développement par le biais des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, aider les études économiques et l'appui à l'harmonisation (les « trois principes ») et
- diffuser les enseignements par l'intermédiaire d'outils de gestion des connaissances et d'une assistance à l'échelon des pays pour le suivi et l'évaluation des programmes.

En 2006-2007, la Banque mondiale entend atteindre les résultats clés suivants.

1. Améliorer l'efficacité, l'efficacité et le rythme de mise en œuvre des programmes de lutte contre le SIDA dans les secteurs public et privé, et dans la société civile, en particulier au niveau communautaire et au-delà des frontières nationales, en collaboration avec les organisations des Nations Unies et d'autres partenaires.
2. Transformer les « trois principes » en actions en appuyant une autorité nationale unique de lutte contre le SIDA par le biais d'une utilisation efficace et efficiente des ressources disponibles, en améliorant la coordination des donateurs pour faciliter une action rapide des programmes contre l'épidémie, et en harmonisant les efforts aux niveaux mondial et régional, par le biais d'une collaboration plus étroite entre les coparrainants de l'ONUSIDA et d'autres parties prenantes, en particulier celles fournissant des financements substantiels.
3. Accélérer l'élargissement et l'intensification du traitement et des soins, par le biais d'une utilisation efficace et en temps voulu des ressources de la Banque mondiale dans ce domaine, y compris des programmes élargis de traitement à l'échelon des pays, utiliser les ressources du programme plurinational contre le VIH/SIDA de la Banque mondiale à l'appui du renforcement des systèmes de santé, y compris des programmes sous-régionaux, et garantir un approvisionnement efficace et fiable en médicaments et outils de diagnostic du SIDA.
4. Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'un système de suivi et d'évaluation du programme national unique de lutte contre le SIDA, par le biais de partenariats renforcés des coparrainants, des donateurs et des partenaires des Nations Unies à l'appui des « trois principes », renforcer les capacités et les systèmes nationaux pour améliorer les processus de prise de décision, et étendre à des zones géographiques et des domaines techniques supplémentaires en se servant des enseignements tirés du budget-plan de travail intégré 2004-2005.
5. Lutter efficacement contre l'impact socioéconomique de l'épidémie en s'assurant que les politiques et les programmes de lutte contre le SIDA s'appuient sur des analyses économiques valables des besoins et des ripostes des pays, intégrer les programmes et les politiques de riposte contre l'épidémie dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté et améliorer la mise en œuvre des programmes grâce à une meilleure allocation des ressources à l'échelon des pays (ex : budgets nationaux et cadres de dépenses à moyen terme).

Tableau 21. Budget résumé 2006-2007 de la Banque mondiale en milliers de dollars des États-Unis (par résultat clé)

Résultats clés		Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
1	Améliorer la mise en œuvre des programmes de lutte contre le VIH/SIDA	2 560	4 800	7 050	14 410
2	Renforcer l'autorité unique de lutte contre le SIDA	2 000	2 600	6 890	11 490
3	Intensifier les soins et le traitement	1 000	1 800	8 675	11 475
4	Système unique de suivi et d'évaluation de la lutte contre le SIDA	3 730	4 350	2 850	10 930
5	Impact socioéconomique	2 120	3 765	3 242	9 127
Total		11 410	17 315	28 707	57 432

Tableau 22. Budget résumé 2006-2007 de la Banque mondiale en milliers de dollars des États-Unis (par région)

Région	Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
Monde	6 910	15 000	6 542	28 452
Afrique subsaharienne	1 600	1 325	14 025	16 950
Moyen-Orient et Afrique du Nord	300	0	512	812
Asie et Pacifique	1 360	825	3 150	5 335
Europe et Asie centrale	650	0	1 900	2 550
Amériques	590	165	2 578	3 333
Total	11 410	17 315	28 707	57 432

Nb : la répartition des ressources indiquée dans ce tableau est légèrement différente de celle communiquée dans le document du CCP UNAIDS/PCB(17)05.4 en raison d'un ajustement technique

Le budget supplémentaire sera important pour permettre à la Banque mondiale d'appuyer des ripostes plus efficaces dans quatre domaines tels qu'identifiés dans le projet de Global HIV/AIDS Program of Action : (i) appui au renforcement des stratégies nationales de lutte contre le SIDA pour s'assurer qu'elles ont réellement identifié les priorités, sont stratégiques et intégrées dans la planification du développement, (ii) accélérer la mise en œuvre pour accroître l'étendue et la qualité des activités prioritaires, (iii) renforcer les systèmes de suivi et d'évaluation des pays et les ripostes basées sur le concret pour permettre aux pays d'évaluer et d'améliorer les programmes, et (iv) travail d'analyse et diffusion, pour améliorer les connaissances sur le SIDA et les utiliser, et partenariats pour parvenir à des ripostes concertées et harmonisées contre l'épidémie.

11. Secrétariat de l'ONUSIDA

L'action du Programme commun est facilitée par le Secrétariat de l'ONUSIDA. Celui-ci est basé à Genève et appuie au niveau régional la présence de l'ONUSIDA dans plus de 60 pays ainsi que les Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans le(s) Pays (COP) et les conseillers techniques. Le Secrétariat assume un ensemble de fonctions clés pour le compte du Programme commun dans les domaines du leadership et du plaidoyer, de l'information stratégique, du suivi et de l'évaluation, de l'engagement de la société civile et des partenariats, et de la mobilisation des ressources financières, techniques et humaines. Le Secrétariat continuera de consacrer davantage d'efforts et de ressources à la fourniture d'aide aux pays pour qu'ils élargissent et intensifient la riposte contre le SIDA.

Le Secrétariat renforce les capacités des coparrainants à entreprendre leurs activités en rapport avec le VIH et à participer efficacement aux prises de décisions au sein du Programme commun. Il coordonne l'élaboration du budget-plan de travail intégré et les systèmes pour le suivi de la performance.

En 2006-2007, le Secrétariat entend atteindre les résultats clés suivants, lesquels sont basés sur les cinq fonctions de l'ONUSIDA approuvées par le CCP.

1. Fournir un leadership pour définir l'ordre du jour de la lutte mondiale contre le SIDA et galvaniser l'engagement politique en faveur d'une riposte optimale, ciblée et proactive à tous les niveaux qui s'adapte à l'évolution de l'épidémie et qui engage différents partenaires et parties prenantes, y compris des organes intergouvernementaux, les gouvernements, d'autres partenaires clés, l'ONUSIDA et le système des Nations Unies dans son ensemble.
2. Générer et diffuser largement des données, des informations et des analyses actualisées et fiables sur les tendances mondiales, régionales et nationales de l'épidémie, de son impact et de la riposte, pour appuyer le plaidoyer et éclairer la formulation des politiques et des stratégies de tous les partenaires.
3. Harmoniser les approches de suivi et d'évaluation au niveau mondial, au plan régional et à l'échelon des pays pour générer des informations fiables et opportunes sur l'épidémie et la riposte.
4. Susciter un engagement plus fort et durable de la société civile, des personnes vivant avec le VIH et des groupes de population confrontés à un risque élevé d'infection par le virus, par le biais de partenariats mondiaux, régionaux et nationaux qui facilitent une participation régulière et structurée de la société civile au processus de prise de décisions concernant les programmes et les politiques.
5. Mobiliser des ressources humaines, financières et techniques accrues pour répondre aux besoins prioritaires de la lutte contre l'épidémie (y compris l'atténuation de son impact) et optimiser l'utilisation efficace et efficiente des ressources disponibles.

Tableau 23. Budget résumé 2006-2007 du Secrétariat de l'ONUSIDA en milliers de dollars des États-Unis (par résultat clé)

Résultats clés		Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
1	Leadership, coordination et plaidoyer	45 400	7 000	n/d	52 400
2	Information stratégique	25 000	2 000	n/d	27 000
3	Suivi et évaluation	10 500	7 000	n/d	17 500
4	Engagement de la société civile et partenariats	11 500	7 000	n/d	18 500
5	Mobilisation des ressources	23 000	2 000	n/d	25 000
Total		115 400	25 000	n/a	140 400

Tableau 24. Budget résumé 2006-2007 du Secrétariat de l'ONUSIDA en milliers de dollars des États-Unis (par région)

Région	Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
Monde	72 000	8 000	n/d	80 000
Afrique subsaharienne	14 400	6 000	n/d	20 400
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4 000	2 000	n/d	6 000
Asie et Pacifique	11 000	4 000	n/d	15 000
Europe et Asie centrale	7 000	3 000	n/d	10 000
Amériques	7 000	2 000	n/d	9 000
Total	115 400	25 000	n/d	140 400

Le *budget supplémentaire* permettra au Secrétariat d'aider davantage les pays à mettre en œuvre les « trois principes », d'accélérer la programmation des initiatives régionales et sous-régionales sur le thème femmes, filles et SIDA parallèlement à sept domaines d'activité identifiés sous les auspices de la Coalition mondiale sur les Femmes et le SIDA, de galvaniser le renforcement de partenariats pour élargir l'action au niveau national dans le domaine des services en uniforme, et d'étendre la couverture des pays qui bénéficient d'un appui dans le domaine du renforcement des capacités de suivi et d'évaluation. Le budget supplémentaire sera également utilisé pour s'attaquer aux problèmes essentiels émergents qui requièrent une intervention du Secrétariat de l'ONUSIDA pour le compte du Programme commun mais qui n'avaient pas été anticipés au moment de l'adoption du budget et pour lesquels des fonds ne sont pas prévus dans le budget de base.

12. Activités interinstitutions

La composante interinstitutions du budget-plan de travail intégré représente l'une des manifestations les plus visibles du caractère unique de l'ONUSIDA au sein du système des Nations Unies. Alors que différentes composantes du budget intégré financent les activités des divers coparrainants ou du Secrétariat, le budget interinstitutions fournit des financements pour les actions communes ou collectives de la famille de l'ONUSIDA considérée dans son ensemble. Ces activités interinstitutions permettent à l'ONUSIDA d'agir non seulement en coordonnant l'action de différents acteurs, mais aussi collectivement. Par exemple, les Coordonnateurs et les conseillers techniques de l'ONUSIDA à l'échelon des pays interviennent pour le compte de l'ensemble du Programme commun, à savoir les dix coparrainants et le Secrétariat. Cela permet non seulement aux Nations Unies de parler d'une seule voix à l'échelon des pays, mais c'est aussi un moyen pratique permettant de garantir que les différents organismes des Nations Unies agissent de concert, focalisant leur action sur des domaines dans lesquels ils disposent d'avantages comparatifs et évitant ainsi une duplication des efforts. Le Secrétariat joue un rôle clé en ceci qu'il facilite la mise en œuvre des activités interinstitutions, en fournissant par exemple le cadre de gestion du personnel de l'ONUSIDA à l'échelon des pays (Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans le(s) pays et conseillers techniques) mis à disposition grâce au budget interinstitutions.

En 2006-2007, le Programme commun entend atteindre les résultats clés suivants grâce à ses activités interinstitutions.

1. **Appui mondial aux pays** (US\$ 4,3 millions). Action collective de l'ONUSIDA pour fournir un environnement habilitant permettant d'accroître l'action nationale. Ce résultat clé est articulé autour de quatre composantes :
 - 1.1. Émissaires spéciaux du Secrétaire général sur le VIH/SIDA (US\$ 1,1 million – budget de base),
 - 1.2. Action interinstitutions sur les questions stratégiques clés (US\$ 1,5 million – budget de base),
 - 1.3. Action commune de l'ONUSIDA pour élargir la riposte par l'intermédiaire de la Conférence internationale sur le SIDA (US\$ 1,2 million – budget de base),
 - 1.4. Coordination de l'action des Nations Unies contre le SIDA et dans les situations de crise humanitaire (US\$ 500 000).
2. **Appui régional aux pays** (US\$ 5,9 millions – budget de base, US\$ 10 millions – budget supplémentaire). Action coordonnée et collective de l'ONUSIDA au niveau régional pour fournir un appui essentiel aux pays pour élargir et intensifier leur riposte contre le SIDA. Ce résultat clé est articulé autour de deux composantes :

2.1. Établissement et fonctionnement d'installations pour l'appui technique : plates-formes régionales et sous-régionales pour accélérer l'appui technique, à la coordination et à l'harmonisation, accès en temps voulu à des ressources financières, techniques et humaines qualifiées pour les programmes nationaux de lutte contre le SIDA (US\$ 3,9 millions – budget de base, US\$ 5,0 millions – budget supplémentaire). *Le budget supplémentaire* permettra d'établir davantage d'installations pour l'appui technique.

2.2. Dans certaines sous-régions, renforcement de l'action commune ou coordonnée de la famille de l'ONUSIDA et d'autres partenaires pour traiter les problèmes essentiels afin de catalyser un appui efficace pour les pays (US\$ 2,0 millions – budget de base, US\$ 5,0 millions – budget supplémentaire). *Le budget supplémentaire* permettra d'entreprendre davantage d'actions sous-régionales communes.

3. Appui à l'échelon des pays (US\$ 71,8 millions – budget de base, US\$ 10,0 millions – budget supplémentaire). Action efficace et coordonnée de l'ONUSIDA, du système des Nations Unies dans son ensemble et d'autres parties prenantes pour accroître la riposte des pays, y compris la fourniture d'un appui technique dynamisateur et le renforcement des capacités. Ce résultat clé est articulé autour de trois composantes :

3.1. Appui stratégique fourni par les Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans le(s) pays dans plus de 60 pays (US\$ 37,9 millions – budget de base, US\$ 4,0 millions – budget supplémentaire). *Le budget supplémentaire* permettra de détacher et d'appuyer des Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans le(s) pays dans un plus grand nombre de pays.

3.2. Conseillers techniques à l'échelon des pays dans des domaines clés, dont le suivi et l'évaluation, la mobilisation des ressources et le développement des partenariats (US\$ 17,9 millions – budget de base, US\$ 6,0 millions – budget supplémentaire). *Le budget supplémentaire* permettra de détacher et d'appuyer un plus grand nombre de conseillers techniques.

3.3. Fonds d'accélération programmatique pour une action en temps voulu et dynamisatrice pour appuyer l'action nationale (US\$ 16 millions – budget de base).

4. Capacités du personnel du système des Nations Unies à riposter contre le SIDA (US\$ 2,4 millions – budget de base, US\$ 1,2 million – budget supplémentaire). Les coparrainants et le Secrétariat utilisent leurs propres ressources pour renforcer les capacités du personnel dans le domaine du VIH et du SIDA). Renforcement des capacités du personnel du système des Nations Unies à riposter contre l'épidémie de SIDA au niveau individuel, professionnel et organisationnel. Ce résultat clé est articulé autour de quatre composantes :

4.1. Programmes complets et coordonnés de lutte contre le VIH et le SIDA sur le lieu de travail appliqués dans les sièges et les bureaux régionaux et de pays des organisations du système des Nations Unies, totalement intégrés dans les travaux en cours des organismes du système de l'ONU (US\$ 1,4 million – budget de base, US\$ 1,2 million – budget supplémentaire, les ressources propres des organismes contribuent également à cette activité).

4.2. Le personnel des Nations Unies et les membres de leur famille ont une information complète sur les services de prévention, de soins et de traitement en rapport avec le VIH et le SIDA disponibles, en particulier dans les pays dans lesquels la prévalence est élevée et/ou où les services sont inadéquats. (US\$ 500 000 – budget de base).

4.3. Le personnel des Nations Unies et les membres de leur famille ont accès aux produits essentiels de prévention du VIH, en particulier dans les pays dans lesquels la prévalence est élevée et/ou où l'accès aux produits essentiels n'est pas fiable. (US\$ 500 000 – budget de base, les ressources propres des organismes contribuent également à cette activité).

4.4. Accroître les connaissances et les compétences du personnel sur le VIH et le SIDA, y compris les professionnels des ressources humaines, le personnel médical affilié aux Nations Unies et le personnel technique dans de nombreux domaines ayant des responsabilités pour, ou en relation

avec, l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de programmes de lutte contre le SIDA, pour lui permettre d'appuyer plus efficacement les ripostes nationales et de contribuer à l'élimination de la stigmatisation et de la discrimination entourant le SIDA. (Les fonds pour cette activité sont fournis directement sur les budgets des coparrainants et du Secrétariat).

Le *budget supplémentaire* permettrait au Programme commun (i) d'entreprendre une recherche opérationnelle pour évaluer l'impact de l'épidémie de VIH et de SIDA sur le fonctionnement du système des Nations Unies dans les pays prioritaires, et (ii) d'élargir la stratégie d'apprentissage des Nations Unies sur le VIH et le SIDA ainsi que la mise en œuvre de politiques sur le lieu de travail aux équipes humanitaires des Nations Unies dans des lieux situés hors des bureaux de pays de l'ONU.

Tableau 25. Budget résumé 2006-2007 des activités interinstitutions en milliers de dollars des États-Unis (par résultat clé)

Résultats clés		Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
1	Appui mondial aux pays	4 300	-	n/d	4 300
2	Appui régional aux pays	5 900	10 000	n/d	15 900
3	Appui à l'échelon des pays	71 800	10 000	n/d	81 800
4	Capacités du personnel des Nations Unies sur la question du SIDA	2 400	1 200	n/d*	3 600
Total		84 400	21 200	n/d	105 600

* Non inclus dans le cadre du budget intégré, mais les ressources propres des coparrainants pour cette activité sont comprises dans les budgets de gestion des ressources humaines internes propres des coparrainants.

Tableau 26. Budget résumé 2006-2007 des activités interinstitutions en milliers de dollars des États-Unis (par région)

Région	Budget de base	Budget supplémentaire	Ressources propres	Total
Monde	6 700	-	n/d	6 700
Afrique subsaharienne	38 000	8 200	n/d	46 200
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3 000	2 500	n/d	5 500
Asie et Pacifique	17 700	4 000	n/d	21 700
Europe et Asie centrale	10 000	3 500	n/d	13 500
Amériques	9 000	3 000	n/d	12 000
Total	84 400	21 200	n/d	105 600

IV. Suivi de la performance

Le Budget-plan de travail intégré pour 2006-2007 renforce la mission de base du Programme commun de suivi, d'évaluation et de responsabilisation concernant la performance, comme cela a été demandé par le CCP. Reflétant la structure du plan de travail, des indicateurs de réalisation sont fournis à deux niveaux dans le Plan de travail intégré : au niveau de chacun des 16 résultats principaux du Programme commun et de chacun des 49 résultats clés qui sont de la responsabilité du Secrétariat ou des coparrainants. Les indicateurs pour les 16 résultats principaux sont contenus dans le présent document et les indicateurs pour les 49 résultats clés sont inclus dans l'annexe 1. Le but est de faciliter l'évaluation de la performance du Programme commun à un niveau global et permettra de suivre les avancées des coparrainants et du Secrétariat. Les deux niveaux sont liés et mutuellement dépendants dans le cadre de suivi de la performance du Budget-plan de travail intégré.

Les indicateurs de réalisation des résultats principaux ont été élaborés en collaboration entre le Bureau d'Évaluation du Secrétariat de l'ONUSIDA et les experts en matière de suivi et d'évaluation des coparrainants. Les indicateurs sont à la fois quantitatifs et qualitatifs. Ils ont pour but de fournir des moyens objectifs permettant de vérifier le degré de réalisation de chaque résultat principal pendant l'exercice biennal. Pour chaque indicateur, des informations de départ sont recensées et c'est à partir de ces dernières que les progrès seront mesurés, et il en est de même pour la méthode servant à élaborer les données ou les informations requises. Les indicateurs pour les résultats clés ont été élaborés par l'organisme auquel chaque résultat clé spécifique a été fixé. L'élaboration des informations de référence, les moyens de vérification et la notification concernant ces indicateurs incombent au coparrainant concerné ou au Secrétariat.

Le suivi de la performance des avancées en direction de la réalisation des résultats principaux sera coordonné par le Secrétariat avec l'engagement et la participation actifs des coparrainants. Des examens des progrès collectifs de l'ONUSIDA seront réalisés chaque année. Le suivi de la réalisation des résultats clés individuels sera de la responsabilité de chaque organisme et aura lieu au rythme de son calendrier de notification institutionnel, mais au moins une fois par an. Le Secrétariat de l'ONUSIDA compilera les données relatives au degré de réalisation des résultats clés dans un rapport qui sera utilisé pour faciliter d'autres programmations et reprogrammations, renforcer la planification stratégique et développer les bases de données pour l'évaluation des progrès collectifs de l'ONUSIDA. Un rapport résumé sur les progrès enregistrés au niveau de la mise en œuvre du plan de travail intégré sera présenté au CCP à la fin de la première année de l'exercice biennal. Un rapport d'activité complet sur la mise en œuvre du plan de travail intégré pour l'exercice biennal 2006-2007 sera remis au CCP l'année suivante (c'est-à-dire en mai ou juin 2008). Ce rapport inclura des informations sur le degré de réalisation par rapport aux indicateurs prédéfinis, tant pour les résultats principaux que pour les résultats clés.

En 2006-2007, l'ONUSIDA engagera des efforts institutionnels substantiellement accrus pour les évaluations communes des programmes dans certains domaines d'activité. Ces évaluations en profondeur fourniront des informations essentielles qui aideront l'ONUSIDA à affiner ses objectifs, ajuster ses méthodes de travail et, le cas échéant, modifier ses stratégies pour améliorer son appui aux pays dans des domaines programmatiques ou thématiques clés.

Pour entreprendre le suivi des progrès dans leur ensemble et réaliser des évaluations approfondies des programmes, l'ONUSIDA s'appuiera sur les ressources suivantes :

- Groupe spécial d'évaluation des coparrainants
- Groupe de référence pour le suivi et l'évaluation de l'ONUSIDA, et
- Équipe d'appui au suivi et à l'évaluation de la lutte contre le VIH/SIDA au niveau mondial (GAMET de la Banque mondiale).

Le suivi de la performance dans le cadre du budget-plan de travail intégré 2006-2007 bénéficiera également des succès enregistrés par le Programme commun en matière de renforcement des capacités de suivi et d'évaluation à l'échelon des pays.

V. Notes techniques

Organismes coparrainants : Fonds, programmes ou organismes spécialisés des Nations Unies (y compris la Banque mondiale) qui constituent, avec le Secrétariat de l'ONUSIDA, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA).

Ressources propres des coparrainants : Ressources allouées à la lutte contre le VIH et le SIDA par les organismes coparrainants concernés sur leurs propres budgets. Ces ressources sont souvent prélevées sur le budget régulier de l'organisme et peuvent être financées par le biais de contributions fixées. Certains coparrainants utilisent l'expression « ressources régulières » pour décrire ces fonds.

Budget de base : niveau minimum de financement recensé par l'ONUSIDA comme nécessaire pour financer les activités les plus essentielles contenues dans le plan de travail intégré.

Fonds de l'ONUSIDA : Géré par le Directeur exécutif de l'ONUSIDA, ce Fonds fournit des ressources pour le budget de base des coparrainants, du Secrétariat et des activités interinstitutions ainsi que pour les budgets supplémentaires du Secrétariat et des activités interinstitutions. Les ressources du Fonds proviennent entièrement de contributions volontaires, principalement des États membres des Nations Unies. Les donations faites au Fonds sont d'abord utilisées pour financer le budget de base. Dans le cas où des financements seraient mis à disposition pendant l'exercice biennal pour des montants supérieurs aux besoins du budget de base, les fonds excédentaires seraient alloués par le Directeur exécutif au *budget supplémentaire* pour financer les actions recensées dans le *plan de travail intégré*.

Indicateur : facteur ou paramètre quantitatif ou qualitatif qui fournit un moyen simple et fiable de mesurer le degré de réalisation, d'illustrer les changements liés à une intervention ou d'aider à évaluer la performance d'un acteur du développement.

Résultat clé : résultat devant être atteint par l'organisme coparrainant concerné ou le Secrétariat avec les ressources du Budget intégré. Le plan de travail intégré contient un total de 49 *résultats clés*, de trois à six pour chacun des coparrainants et le Secrétariat. Chaque résultat clé contribue à la réalisation d'un ou de plusieurs *résultats principaux*.

Résultat principal : résultat devant être atteint grâce à la contribution de différents organismes coparrainants et du Secrétariat. Le *plan de travail intégré* contient 16 résultats principaux. Ceux-ci contribuent à la réalisation des buts recensés dans la *Déclaration d'engagement* de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA.

Résultat : produit, réalisation, issue ou impact d'une intervention.

Gestion axée sur les résultats : stratégie de gestion focalisée sur la performance et la réalisation des produits, résultats et impacts.

Budget supplémentaire : ressources pour les organismes coparrainants, le Secrétariat ou les activités interinstitutions, décrites dans le *plan de travail intégré*, qui sont demandées par l'organisation concernée pour élargir des activités financées par le budget de base. Le Secrétariat est responsable de la mobilisation des ressources supplémentaires nécessaires pour lui-même et pour les activités interinstitutions par le biais des contributions volontaires. Les ressources supplémentaires des organismes coparrainants sont financées par des contributions volontaires, mobilisées par l'organisme concerné et canalisées par l'intermédiaire de ses mécanismes budgétaires et financiers propres.

Budget intégré : ensemble complet des budgets qui sont, ou sont susceptibles d'être, mis à disposition pour mettre en œuvre le *plan de travail intégré*. Le *budget intégré* inclut le *budget de base*, le *budget supplémentaire* et les ressources propres des coparrainants. Le budget intégré est un budget biennal qui couvre deux années civiles, la première année de l'exercice de deux ans étant une année pair (2004-2005, 2006-2007 et ainsi de suite).

Plan de travail intégré : gamme complète des actions de lutte contre le VIH et le SIDA aux niveaux mondial et régional mises en œuvre par les dix coparrainants de l'ONUSIDA, le Secrétariat de l'ONUSIDA et les activités interinstitutions. Le *plan de travail intégré* inclut également l'action du Secrétariat de l'ONUSIDA et les activités interinstitutions à l'échelon des pays.

Annexe

**Comparaison du budget de base entre les exercices biennaux
(en fonction des domaines d'activité recensés en 2004-2005)
(en milliers de dollars des États-Unis d'Amérique)**

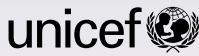
Domaine d'activité du budget intégré	2004-2005	Augmentation	2006-2007
Capacités et leadership	71 403	10 441	81 844
Prévention et réduction de la vulnérabilité	56 822	22 576	79 398
Soins, appui et traitement	29 318	9 095	38 377
Impact socioéconomique	27 537	8 898	36 435
Recherche et développement	6 265	1 863	8 128
Suivi et évaluation des ressources	59 125	17 163	76 288
Total	250 470	70 000	320 470

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) unit dans un même effort les activités de lutte contre l'épidémie de dix organismes des Nations Unies : le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et la Banque mondiale.

L'ONUSIDA, en tant que programme coparrainé, rassemble les ripostes à l'épidémie de ses dix organismes coparrainants, tout en ajoutant à ces efforts des initiatives spéciales. Son but est de conduire et de soutenir l'élargissement de l'action internationale contre le VIH sur tous les fronts. L'ONUSIDA travaille avec un large éventail de partenaires – gouvernements et ONG, monde des affaires, scientifiques et non spécialistes – en vue de l'échange de connaissances, de compétences et des meilleures pratiques à travers les frontières.



Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) est chargé de mener et de coordonner l'action internationale visant à protéger les réfugiés et à résoudre les problèmes liés aux réfugiés dans le monde. Son but premier est de sauvegarder les droits et le bien-être des réfugiés. Le HCR combat le VIH et le SIDA parmi les réfugiés les personnes de retour dans leur pays et d'autres populations tout en garantissant le respect de leurs droits humains quelle que soit leur sérologie VIH. Le HCR préconise et encourage l'intégration des réfugiés dans les politiques et programmes relatifs au VIH dans les pays d'asile, se préoccupe des questions de genre et d'âge et intègre le VIH dans ces dimensions, en prêtant une attention particulière aux besoins des femmes et des enfants réfugiés, adopte une approche sous-régionale reflétant le cycle des déplacements et plaide en faveur de l'élimination de la stigmatisation et de la discrimination liées au VIH à l'égard de toutes les personnes dont il se préoccupe.



Peu après sa création en 1946, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) a été chargé de promouvoir la reconnaissance et l'accomplissement des droits fondamentaux des enfants. Ce mandat des Nations Unies est mis en œuvre par le biais de partenariats dans 162 pays, zones et territoires. Dans sa riposte à l'épidémie de SIDA, l'UNICEF s'efforce de réduire les infections pédiatriques par le VIH et d'accroître l'accès des femmes et des enfants aux traitements du VIH/SIDA. Ses autres grandes priorités portent notamment sur la fourniture d'un soutien efficace à un nombre croissant d'enfants affectés par le VIH/SIDA et à la baisse des risques et de la vulnérabilité parmi les adolescents en améliorant l'accessibilité et l'utilisation de l'information, des compétences et des services dans le domaine de la prévention.



Le Programme alimentaire mondial (PAM) est la plus vaste organisation humanitaire de la planète. Il aide les familles démunies touchées par la faim et le SIDA en utilisant l'aide alimentaire et d'autres moyens pour s'occuper de prévention, de prise en charge et de soutien. L'aide alimentaire du PAM contribue à prolonger la vie des parents, permet aux orphelins et aux enfants vulnérables de rester à l'école, donne aux jeunes non scolarisés la possibilité d'obtenir des moyens d'existence durables et permet aux personnes atteintes de tuberculose d'achever leur traitement. Le PAM travaille en partenariat avec les gouvernements, les autres organismes du système des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et des communautés et il aide les individus – quelle que soit leur sérologie VIH – qui ne disposent pas de nourriture en suffisance à assurer leur alimentation et leur sécurité alimentaire.



Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) est un organisme de développement très présent au niveau des pays. Son rôle est d'encourager un environnement habilitant en matière de politique, de législation et de ressources, qui contribue à susciter une riposte efficace au SIDA. Le PNUD aide les pays à placer le SIDA au centre des programmes nationaux de développement ; encourage le leadership au sein des gouvernements, de la société civile, du secteur privé et des communautés ; il aide les pays à développer leur potentiel d'action et à planifier, gérer et mettre en œuvre les ripostes à l'épidémie. Le PNUD s'efforce également d'assurer que les femmes et les personnes vivant avec le VIH disposent des moyens nécessaires et participent directement à la riposte au SIDA.



L'UNFPA, Fonds des Nations Unies pour la Population, s'appuie sur trois décennies d'expérience en matière de santé reproductive et de problèmes de population en concentrant sa riposte à l'épidémie – dans plus de 140 pays – sur la prévention du VIH parmi les jeunes et les femmes enceintes, sur des programmes complets de fourniture de préservatifs masculins et féminins et sur le renforcement de l'intégration de la santé reproductive et du SIDA. L'UNFPA contribue en outre à la satisfaction des droits et des besoins des femmes et des adolescents séropositifs au VIH en matière de santé reproductive, à la promotion du conseil et du test volontaires ainsi que des services de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, à l'amélioration de l'accès à l'information et à l'éducation sur le VIH et le SIDA et aux moyens de prévention, y compris ceux qui sont nécessaires dans les situations d'urgence. Il effectue en outre des études démographiques et socioculturelles afin d'orienter les programmes et politiques.



L'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) a la responsabilité de coordonner toutes les activités des Nations Unies en matière de contrôle des drogues et de fournir un leadership efficace pour ces activités ; il est également chargé de la coopération internationale en matière de lutte contre le crime et le terrorisme transnational. Dans ce contexte, l'ONUDC soutient des approches globales de prévention et de prise en charge du VIH parmi les consommateurs de drogues injectables. En milieu carcéral, l'ONUDC contribue à la mise en œuvre des instruments, normes et standards internationaux, qui garantissent à tous les détenus un accès à des soins de santé, y compris pour le VIH et le SIDA. L'ONUDC aide les gouvernements à combattre le trafic d'êtres humains et fournit des orientations susceptibles de réduire les conséquences sanitaires pour les victimes de ce trafic, en particulier l'infection à VIH et le SIDA.



L'Organisation internationale du Travail (OIT) œuvre à l'obtention d'un emploi décent et productif pour tous, fondé sur des principes de justice sociale et de non-discrimination. La contribution de l'OIT à l'ONUSIDA comprend notamment : le caractère tripartite de ses membres, qui encouragent la mobilisation des gouvernements, des employeurs et des travailleurs contre le SIDA ; l'accès direct au lieu de travail ; une longue expérience dans l'élaboration de normes internationales de protection des droits des travailleurs ; et un programme mondial de coopération technique. L'OIT a produit un Recueil de directives pratiques sur le VIH/SIDA et le monde du travail – principes directeurs internationaux pour l'élaboration de politiques et de programmes au niveau national et sur le lieu de travail.



Au sein du système des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) a une responsabilité particulière dans le domaine de l'éducation. L'ignorance constitue un facteur important dans l'épidémie de SIDA, c'est pourquoi l'éducation préventive est en tête des priorités de l'UNESCO. L'éducation est nécessaire pour sensibiliser les individus au fait qu'ils sont exposés au risque ou vulnérables, ainsi que pour développer les compétences et la motivation nécessaires à l'adoption de comportements susceptibles de réduire le risque et la vulnérabilité et de protéger les droits de la personne. L'UNESCO collabore avec les gouvernements et les organisations de la société civile pour mettre en œuvre des politiques et programmes d'éducation préventive et pour atténuer l'impact du SIDA sur les systèmes d'enseignement.



L'objectif de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) est la possession pour tout être humain, du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre. Son action dans le domaine du VIH et du SIDA est centrée sur l'élargissement rapide des traitements et de la prise en charge en parallèle avec l'accélération de la prévention et le renforcement des systèmes de santé afin que la riposte du secteur de la santé à l'épidémie soit plus efficace et plus complète. L'OMS définit et élabore des normes et des directives techniques efficaces, encourage les partenariats et fournit un appui stratégique et technique aux États Membres. L'Organisation contribue également au fond des connaissances mondiales sur le SIDA en soutenant la surveillance, le suivi et l'évaluation, en examinant les résultats des interventions et en encourageant l'intégration de la recherche dans la prestation des services de santé.



La mission de la Banque mondiale est de combattre la pauvreté et d'améliorer le niveau de vie dans les pays en développement. La Banque est l'une des plus grandes sources de financement des programmes de lutte contre le VIH/SIDA et a investi plus de 2 milliards de dollars dans des subventions, crédits et prêts. Au sein de l'ONUSIDA projets relatifs au VIH et au SIDA partout dans le monde. La plupart des ressources ont été fournies à des conditions extrêmement favorables, notamment des subventions aux pays les plus pauvres. Pour atténuer les conséquences dévastatrices du SIDA sur le développement, la Banque renforce sa riposte en partenariat avec l'ONUSIDA, les organismes donateurs et les gouvernements. La riposte de la Banque est globale, et comprend la prévention, la prise en charge, l'appui, le traitement et l'atténuation de l'impact.



Le Secrétariat de l'ONUSIDA dynamise et coordonne l'action de lutte contre le SIDA aux niveaux mondial, régional et national. Il sert l'ensemble du Programme commun depuis son siège de Genève et par ses Équipes d'appui aux régions à Bangkok, au Caire, à Dakar, à Johannesburg, à Panama et à Port of Spain. Le Secrétariat soutient les Groupes thématiques sur le VIH/SIDA dans plus de 60 pays en y affectant des Coordinateurs de l'ONUSIDA dans les pays et des experts.

